



La Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France

2023

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

> Mobilisé.es !

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

Sommaire

• Introduction	4	• Les centres sociaux itinérants : les enseignements du programme national 2021-23.....	29
• 9^{ème} Congrès des centres sociaux et socioculturels de France	6	• Numérique : entre coalition et formation.....	30
• Campagne de mobilisation	14	• Une recherche-action sur les projets vacances des centres sociaux.....	30
1. Pôle Communication, Influence & Partenariat	18	3. Pôle Réseau	32
• Campagne de communication : " Centres sociaux, le plus grand réseau social de France".....	19	• Accompagnement et animation du réseau.....	33
• Partenariats et alliances.....	22	• Développement du fédéralisme.....	34
• Les ressources produites par la FCSF en 2023.....	25	• Fonds mutualisé.....	36
2. Pôle Projets	26	• Accompagner la montée en compétences des acteur.ices du réseau.....	36
• 6 ^{ème} édition du rapport Paroles d'habitant.es des quartiers populaire "Engagé.es !".....	27	• Fonction Ressources et ingénierie sur nos fondamentaux.....	36
• Le rôle structurant du réseau des centres sociaux face au choc démographique.....	27	4. Pôle Ressources Internes	40
• Fostering Social Justice : un travail d'influence sur la justice sociale à l'échelle européenne.....	28	• Vie associative et statutaire.....	41
• Motion jeunesse : 7 ans d'engagement du réseau.....	28	• Des temps forts pour nos instances et l'équipe Montcalm.....	41
• Développement du pouvoir d'agir : un premier état des lieux.....	28	• Un pilotage financier dans une année dense.....	42
• Transformation écologique, solidaire et citoyenne : un chantier qui se structure.....	29	• Quatrième année de mandat pour le CSE.....	42
• Table de quartiers : un réseau qui s'étoffe.....	29	• Nouvelle classification.....	42
		• Composition du conseil d'administration.....	43
		• L'équipe salariée en 2023.....	44

Introduction Générale



Plus de 4000 personnes réunies à Lille !

Regarder dans le rétroviseur de l'année 2023, c'est probablement pour notre réseau se rappeler cette image du Zénith de Lille, occupé par 4000 congressistes réuni.es pour faire vibrer et clamer la défense du projet centre social et sa modernité ! Les 3 journées du 9ème Congrès des centres sociaux en mai 2023 ont marqué à jamais leurs participant.es ! Trois jours de débats, de fêtes, de convivialité, d'ateliers, de moments singuliers par leur taille et leur intensité ! Ce grand rassemblement - qui est une grande fierté et un élan collectif - a aussi permis de poser les premières pierres de notre futur projet de réseau.

Se mobiliser en réseau pour la défense du projet centre social

2023 fut aussi une année singulière pour notre réseau dans la défense et la promotion du projet centre social - du local au national. Dans un contexte d'inflation, de revalorisations salariales nécessaires pour notre secteur, d'augmentation de la demande sociale, le modèle socio-économique des centres sociaux s'est très fortement dégradé cette année. Face à ce constat, dès l'automne 2023, une dynamique nationale s'est enclenchée dont le présent rapport d'activité se fait l'écho. Une démarche coordonnée et concertée

pour appeler à la co-responsabilité des acteurs de la cohésion sociale, appeler à un fonds de soutien exceptionnel et à l'ouverture d'un chantier sur le modèle socio-économique des centres sociaux et les enjeux de coopération. Une mobilisation inédite et nécessaire, portée par une coordination du local au national. C'est aussi dans ce contexte, que l'ensemble du réseau s'est également attaché - tout au long de l'année - à être présent et à contribuer fortement à la construction et aux premières déclinaisons des COG de la CNAF et de la CNAV, mais aussi du Pacte des Solidarités. Des politiques publiques structurantes pour l'action des centres sociaux.

Faire réseau, pour accompagner notre développement et co-construire

2023 est encore synonyme de développement pour notre réseau avec plus de 90 nouvelles adhésions au sein du réseau fédéral cette année. Un développement dans l'Hexagone et en outre-mer, à la fois des adhésions-reconnaitances de centres sociaux mais aussi de structurations de réseaux locaux et de futures fédérations de centres sociaux dans les prochaines années !

Au carrefour de notre développement, de l'animation de réseau et de notre visée de renouvellement du projet fédéral, dans un contexte de tensions pour les

structures, l'année 2023 a également été marquée par deux grands rendez-vous du réseau fédéral : d'abord en janvier à Tours puis à Paris en novembre, lors de séminaire inter-fédéraux associant présidences et cadres fédéraux pour échanger, débattre et co-construire le socle politique de notre futur projet de réseau et à sa déclinaison, autour des politiques publiques structurelles des centres sociaux et enfin sur notre organisation collective et nos propositions d'actions face à la fragilisation des centres sociaux.

Accompagner les grandes transitions

En 2023, notre réseau a été particulièrement actif dans sa capacité à agir et à construire des actions et des dynamiques en phase avec les défis de notre temps. Citons notamment la dynamique des centres sociaux itinérants et l'appui apporté en investissement à plus de 80 projets d'aller-vers, les dynamiques de recueil et de portage de la parole des habitant.es avec notamment la sortie du 6ème rapport paroles d'habitant.es, la poursuite des dynamiques autour de la place des jeunes dans le réseau, objet d'une interpellation forte lors du Congrès, mais aussi les travaux autour de la structuration de la mission vieillissement des centres sociaux et enfin, sur notre rôle d'acteurs de la médiation numérique. Notre réseau poursuit également son ancrage et son travail dans les

dynamiques internationales, avec notamment en point d'orgue en 2023 la présentation du Livre Blanc « Fostering Social Justice » au Parlement européen.

Un réseau en mouvement dans un contexte incertain

2023 a également été une année au contexte sociétal complexe, dans lequel les centres sociaux agissent au quotidien. Cela a fortement impacté nos actions et a suscité plusieurs communications de la FCSF, notamment pour dire notre soutien aux acteur.rices des centres et des fédérations lors des violences urbaines de l'été, dont les impacts ont été nombreux pour les centres, ainsi qu'en fin d'année pour exprimer notre indignation face au vote de la loi « Immigration ». Une année aux multiples facettes donc, entre élan du Congrès, lancement de la mobilisation nationale, prises de paroles publiques, développement du réseau... 2023 a continué à forger cette identité collective qui s'incarne concrètement chaque jour dans les centres sociaux : celle d'un réseau en mouvement.

9^e Congrès des centres sociaux & socioculturels de France

Hier, aujourd'hui, demain :
les centres sociaux au cœur
de la société



Clôture d'envergure d'une démarche lancée en janvier 2020 et ayant connu de nombreux rebondissements, le Banquet Final s'est tenu au Grand Palais et Zénith de Lille du 12 au 14 mai 2023. Le Congrès des centres sociaux a démontré la force d'un réseau (4 360 personnes présentes !), animé depuis plus de 100 ans par les valeurs de démocratie, solidarité et dignité humaine. Avec trois plénières, 76 ateliers, 70 stands et espaces animés, les trois journées de Congrès ont également permis aux participant.es, présent.es ou à distance, de pouvoir, ensemble, revisiter et se nourrir de l'histoire centenaire de notre réseau, analyser plus finement les dix dernières années et la situation actuelle pour nous projeter vers les dix ans à venir.

La phase de co-préparation : une organisation aux petits oignons co-portée par la Fédération nationale et la Fédération Nord-Pas-de-Calais

Ce rendez-vous inoubliable a été préparé pendant plus de douze mois avec les équipes bénévoles et salariées de la Fédération des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais, avec une équipe Projet de plus de 20 personnes et 200 bénévoles mobilisé.es (les « compagnons ») sur les trois jours. En plus d'un groupe de pilotage se réunissant chaque mois, l'organisation reposait sur huit lots thématiques (accueil, communication, carnaval, restauration, culture, exposition, partenariat, visibilité). Au total, ce sont plus de 60 personnes qui ont ainsi contribué à l'organisation du rendez-vous.

La phase des inscriptions : une mobilisation incroyable

Lancées le 11 octobre 2022, les inscriptions ont démarré fort, signe d'une mobilisation incroyable du réseau et poursuivant l'élan collectif impulsé par la campagne nationale des Banquets citoyens de 2022. La 1000e inscription atteinte dès le 27 décembre 2022, 2500 inscrit.es le 29 janvier et 3200 le 1er février. Le Congrès a donc vu défiler 4360 personnes tout au long des trois jours, un record absolu (1000 personnes de plus qu'à Lyon en 2013) mais également le seuil maximum de notre capacité d'accueil sur un tel événement. Un constat qui nous invite pour la suite à réfléchir à la fréquence des Congrès, leur format et leur organisation.

Les jours J : trois jours de réflexion et d'échanges riches

L'histoire centenaire d'un réseau au cœur des questions sociales contemporaines

En 2022, la FCSF fêtait ses 100 ans. Une sacrée histoire pour notre réseau qui s'est bâti et nourri en permanence de l'évolution de la société, de ses enjeux sociaux. Une histoire racontée sous forme de conte, avec musique et danse, en ouverture du Congrès.

En se plongeant dans l'évolution des politiques sociales en France, on se rend compte que les centres sociaux sont et ont toujours été des intermédiaires entre les pouvoirs publics et la société civile. Une identité polyvalente qui génère à la fois des tensions et des doutes, mais offre aussi une vraie richesse et des leviers d'action puissants. L'histoire des centres sociaux est ainsi marquée par cette dualité et/ou complémentarité entre action « ascendante », construite avec les habitant.es, et partenariat avec les pouvoirs publics.

Les thématiques de démocratie et de justice sociale ont été au cœur de ce Congrès. Inscrites dans nos valeurs, il est aujourd'hui vital de les remettre au centre des débats dans notre société, qui est traversée par une individualisation croissante et un recul inquiétant de l'État social.



Quelle place des centres sociaux au cours des dix dernières années ?

Entre une plénière consacrée à ce thème et les ateliers qui ont mêlé présentations, échanges de pratiques et réflexions sur le sens de notre action dans la société actuelle, ou encore forces et fragilités de notre réseau, le Congrès a fait la part belle à ce qu'est et fait notre réseau aujourd'hui.

La dernière décennie a été marquée par des évolutions politiques et sociales importantes, telles que la montée des extrêmes, des mobilisations sociales fortes, les attentats ou encore la question de la laïcité. La crise sanitaire du COVID, qui a accentué des inégalités déjà bien présentes dans la société, a mis en avant le rôle primordial des centres sociaux dans les domaines de l'éducation, de l'isolement et de la précarité. Dans ce contexte, il est crucial de réaffirmer la place des centres sociaux dans la société, dans notre lien aux habitant.es, ainsi que notre ambition de construire une société plus juste et démocratique pour tous et toutes.

Les dix ans qui viennent de s'écouler sont également marqués, pour notre réseau, par la mise en œuvre du projet fédéral « La Fabrique des possibles », centré sur les questions sociales et le développement du pouvoir d'agir. L'occasion de faire le point sur la perception et l'appropriation par le réseau du « pouvoir d'agir », parfois vécu comme une injonction fédérale mais qui a constitué un levier de changement fort dans les approches et pratiques de nombreux centres.

Ce regard sur le rôle et la place des centres sociaux dans la société a été au cœur des 76 ateliers du Congrès.



Agir aujourd'hui : de la complexité et des tensions

Là encore, les échanges n'ont pas cherché à gommer les aspérités, ni la complexité dans laquelle les centres sociaux agissent. Des ateliers ont ainsi été consacrés aux relations avec les pouvoirs publics, à la liberté associative, à la laïcité, au lien social, etc. Tandis que les débats en plénière ont permis de partager des difficultés et inquiétudes :

- Le retrait des services publics, le fait de considérer de plus en plus fréquemment les centres sociaux comme des prestataires de services, mais aussi la nécessité de prendre en compte le temps long de l'intervention des centres pour construire du lien social et de la réflexion collective ;
- La dégradation des conditions de travail dans les centres et le manque d'attractivité des métiers, les difficultés dans les relations partenariales, des territoires qui se précarisent, le repli sur soi, etc.

Néanmoins, face à ce constat peu optimiste, les échanges au sein des ateliers, lors des plénières, de l'espace ciné débat, des Banquets Citoyens et même lors de temps plus informels montrent que les membres du réseau sont conscients de la complexité du monde et qu'ils et elles ont envie de continuer à agir, fort.es et fier.es de la diversité de notre réseau, déterminé.es à porter une vision de société plus désirable.

Les ateliers autour du rôle des centres sociaux dans les transitions écologiques, démographiques, numériques et démocratiques ont mis en lumière le rôle des centres sociaux et la singularité de leur approche avec, au cœur, la place des personnes concernées et la prise en compte des enjeux de justice sociale dans ces transitions.



Centres sociaux, partenaires et acteurs publics : des relations pleines d'enjeux

La relation entre centres sociaux, collectivités locales, organismes sociaux et État a traversé les échanges du Congrès. Elle est regardée comme un atout, mettant en avant la plus-value des centres sociaux pour les territoires, telles que en témoignent plusieurs élu.es et représentant.es d'institutions telles que la CNAF, présents sur des ateliers ou en plénière.

Cette relation a aussi été abordée du point de vue des enjeux et des marges de progression pour renforcer les coopérations locales, avec des inquiétudes fortes exprimées : la relation aux pouvoirs publics apparaissant comme un frein pour de nombreux centres sociaux. Des craintes également formulées quant à une relation qui change de nature, un cadre de politique publique qui réinterroge les libertés associatives ainsi qu'une tendance à faire des centres sociaux des opérateurs plus que des acteurs en coopération.



Une vision de société affirmée, à laquelle les centres sociaux veulent contribuer !

Cette vision d'une société désirable a guidé les trois jours du Congrès. La plénière de clôture a été l'occasion d'y présenter des propositions d'axes pour un futur projet fédéral de réseau. L'occasion, aussi, d'affirmer notre vision de société pour les dix ans à venir et le rôle que les centres sociaux veulent y jouer (voir les pages suivantes consacrées au Projet fédéral).

Les centres sociaux ont une part importante à prendre pour porter des questions sociales dans le contexte actuel d'accroissement des inégalités et sentiments d'injustice, en soulignant les tensions dans lesquelles ils sont pris : entre politiques publiques et société civile, entre espace de convivialité et de lien mais aussi espace de débat et d'expression des désaccords.

Ce projet nous invite également à renforcer notre rôle d'acteur démocratique aux côtés des autres acteurs démocratiques. Jouons ce rôle, soyons fiers de cela, vivons et suscitons des engagements et soyons nous-même acteurs des transformations !

Les axes du projet ont été mis en discussion avec les participant.es lors de cette dernière plénière que l'on souhaitait participative, dans notre longue tradition d'éducation populaire. Une délibération a eu lieu et a confirmé que les congressistes se reconnaissent dans ces orientations, qui font écho aux envies d'agir de notre réseau.

Prochain rendez-vous : l'assemblée générale de la FCSF en juin 2024 pour traduire cette vision de société et de réseau en changements concrets à mener !



Chiffres clés :

4360
 participant.es
 (1 000 personnes
 de plus qu'à Lyon en 2013 !)

100
 participant.es
 internationaux

140
 participant.es
 venu.es des
 territoires
 ultra-marins

250
 jeunes participant.es

200
 compagnons
 mobilisés sur les 3
 jours (bénévoles du
 Nord-Pas-de-Calais)

3
 plénières ; une par
 jour, au Zénith,
 diffusées en direct

1
 concert inoubliable
 avec HK & Les
 Saltimbanks au
 Zénith

76
 ateliers mobilisant
 plus de 200
 intervenant.es du
 réseau ou d'ailleurs !

70
 stands et espaces
 animés

150
 partenaires
 présent.es

120
 carnavalesx.ses
 déchainé.es

18
 cyclistes
 du Val-d'Oise

8200
 repas servis
 le samedi 13 mai midi et soir !

La phase de capitalisation

Le défi de la capitalisation d'un événement si foisonnant était complexe. Comment donner à voir les productions, réflexions, débats issus de 3 plénières, 76 ateliers, une web TV et une web radio ? Outre la captation vidéo ou audio, les animatrices et animateurs mobilisé.es sur le Congrès nous ont raconté leur expérience pour en garder trace.

Avec tout ce matériau disponible, nous avons fait le choix de produire un « guide ressource » à partir de deux entrées :

- Une entrée chronologique qui permet de revivre les moments forts du Congrès ;
- Une entrée à partir d'un index et par mot-clef, qui permet de revenir sur les enjeux soulevés ainsi que les thématiques abordées. De A comme accès aux droits à V comme vieillissement, nous allons ainsi pouvoir, dans la durée, nous servir de ces trois jours foisonnants pour alimenter nos travaux, chantiers et réflexions.



Le guide ressources du Congrès est disponible sur le site de la FCSF



Zoom sur :

Une communication dynamique, moderne, foisonnante !

Le Pôle communication a été fortement mobilisé sur le Congrès, de sa préparation à sa capitalisation ! Sur bien des aspects, la communication a permis de donner à cet événement d'ampleur une envergure toute particulière, nouveauté par rapport au Congrès de 2013. Un gros travail autour de la scénographie des espaces a été engagé, donnant ainsi une identité visuelle forte à ce 9ème Congrès.

Celle-ci a été imaginée à partir de l'identité graphique existante et a pu être réalisée grâce aux précieuses contributions du réseau du Nord-Pas-de-Calais. Ainsi, tous les décors (ou presque !) ont été réalisés par des centres sociaux, et tout a été récupéré par ce même réseau à l'issue de l'événement. Un défi réussi !

Une attention forte a également été portée à la couverture de l'événement, afin de donner à voir aux personnes qui n'ont pas pu assister au Congrès, mais également aux personnes présentes, ce qui se passait dans les espaces où ils n'étaient pas !



La web TV et la web radio ont permis de réaliser des émissions en direct, avec de nombreux.es intervenant.es, des chroniques, des retours sur les moments forts de la journée ou de la veille, etc. Les trois plénières ont été retransmises en direct sur notre page Facebook et notre chaîne YouTube, et ont été partagées a posteriori à notre réseau. A l'heure actuelle, les vidéos cumulent plus de 3500 vues.

Les réseaux sociaux et le site web ont également permis de communiquer efficacement sur le Congrès, en amont, pendant et après. Les réseaux sociaux ont été un canal de communication efficace pour partager quelques temps fort au jour le jour. Des photos et vidéos professionnelles ont également été produites.

La culture, une place de choix

La programmation culturelle d'un congrès est essentielle, tant elle propose des moments de partage et d'émotions. Notre ambition était de vivre collectivement la culture comme vecteur de liens, de rencontres, de compréhension du monde et des autres mais aussi de changements de nos représentations. Les performances dansées par des jeunes, mise en musique et contées, en ouverture et en clôture du Congrès ont plu, souvent ému, les participant.es. Le carnaval, organisé d'une main de maître par les centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais, a galvanisé la foule. Le concert d'HK et les Saltimbanks a fédéré autour de ses textes engagés. Côté théâtre, la pièce « Soudain, Marie-Jeanne » a ouvert le débat autour de notre histoire, ainsi que deux autres pièces créées par des artistes et des acteur.rices du réseau des centres sociaux ont été programmées.



Une fanfare, une programmation ciné-débat, la création d'un livret souvenir et d'autres animations culturelles ont également parsemé les temps off et les différents espaces du Village. Enfin, des ateliers ont permis de porter haut et fort les pratiques culturelles et les approches des centres sociaux, la notion de droits culturels et l'accès à la culture pour toutes et tous.

250 jeunes au Congrès : entre participation et interpellation



© Laurent Sansons

Une délégation de 250 jeunes venue de 26 départements a pris part au Congrès de Lille. En plus de leur participation aux plénières, aux ateliers ainsi qu'au village, les jeunes se sont beaucoup investi.es dans l'organisation en amont : commissions thématiques mais aussi animation d'une scène ouverte et d'une émission de radio. Certain.es ont également endossé le rôle d'animateur.ices d'ateliers ou sont intervenu.es en plénière... Et ont même interpellé le public sur la place des jeunes dans les centres sociaux et dans la société !

« Liberté, Égalité, Sororité ! » : Un Congrès féministe

Les femmes occupent une place importante dans le réseau des centres sociaux et le Congrès a permis de travailler le rôle et l'action de notre réseau pour faire de l'égalité femmes - hommes une réalité. Un atelier pour s'outiller et échanger sur l'accompagnement de groupes de femmes en non mixité choisie, un autre mêlant paroles individuelles et paroles collectives pour faire grandir l'égalité femmes - hommes et enfin une soirée entre femmes pour éprouver la sororité. Au menu de cette soirée : une chorale interprétant l'hymne des femmes, des associations alliées pour s'outiller sur l'égalité de genre et du partage d'expériences et d'outils pour accompagner les femmes victimes de violences. De beaux moments faisant résonner la puissance des femmes et du collectif !



© Laurent Sansons

Un réseau international présent en nombre



© Laurent Sansons

A Lille, ça n'était pas seulement le réseau national des centres sociaux qui était représenté, mais aussi l'International Federation of Settlements.

Cent acteur.ices internationaux.ales, d'une quinzaine de pays et représentant les quatre régions de l'IFS, étaient présent.es. De nombreuses contributions ont permis aux congressistes de prendre de la hauteur et de faire un pas de côté à travers le partage d'expériences, telles que les défis de démocratie et de justice sociale autour de mouvements de colonisation au Nigeria, le traitement et la prévention des auteurs de violence domestique au Danemark ou encore l'engagement civique et le lien avec le pouvoir citoyen aux États-Unis.



© Laurent Sansons



© Laurent Sansons

Le projet fédéral

En lien avec la préparation du Banquet Final, l'année 2023 a été marquée par des travaux intenses pour construire les orientations du futur projet fédéral.

L'ambition est de construire un projet de réseau, un « socle commun », dans lequel l'ensemble des centres sociaux, fédérations et unions, se reconnaisse. Il ne s'agit pas d'exprimer une doctrine ou d'uniformiser les pratiques mais de construire des points de repères collectifs pour la décennie à venir. Notre volonté est d'affirmer ce que nous avons de commun tout en valorisant nos diversités, qui font notre richesse, pour être plus forts et relever les défis à venir en termes de démocratie, de justice sociale, mais aussi renforcer notre fédéralisme.

Les travaux ont été lancés en septembre 2023, avec un groupe national, composé de représentant.es du réseau de l'ensemble des régions, qui a travaillé en lien étroit avec le conseil d'administration national et le groupe Congrès (un séminaire commun a été organisé en décembre 2023). A partir d'une relecture et d'une analyse du projet fédéral « La Fabrique des possibles » et de la manière dont il a été animé depuis 2014, les travaux se sont notamment appuyés sur :

- Les contenus du Banquet des idées (cycle d'une vingtaine de rencontres organisées en ligne entre janvier et mai 2021) ;
- Un séminaire inter-fédéral à Pau (mars 2022) ;
- Les résultats de la collecte des Banquets citoyens de l'été 2022 (classement des thématiques les plus abordées dans les débats organisés) ;
- Une lecture des axes des projets fédéraux locaux en cours ;
- Une synthèse de travaux structurants menés sur le pouvoir d'agir des habitant.es et les centres sociaux.

Les réflexions ont permis de faire émerger 5 grandes orientations autour de la démocratie et de la justice sociale ainsi que les enjeux pour le fédéralisme de demain, qui ont structuré le programme du Banquet Final de Lille et ont été présentées aux congressistes.

A la suite du Banquet Final, nous avons poursuivi la réflexion sur le socle politique du projet et la construction de sa première feuille de route 2024-27.

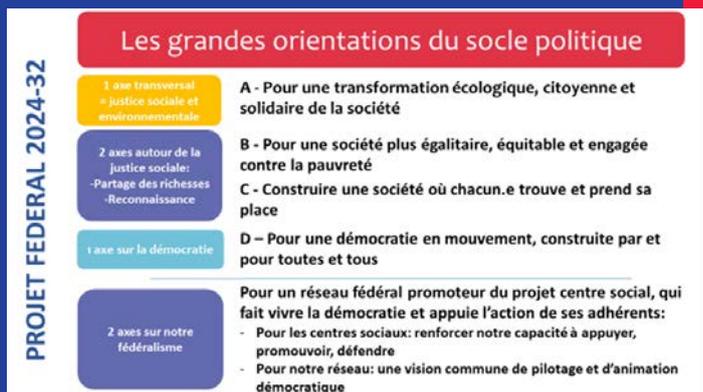
- La partie « valeurs et fondamentaux » du projet actualise notre définition du centre social en intégrant les notions d'animation globale, le développement du pouvoir d'agir des personnes et des groupes ainsi que notre visée d'émancipation et de transformation sociale : *Le centre social et socioculturel entend être un foyer d'initiatives porté par des habitant.es associés appuyés par des professionnel.les, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. A partir d'une approche articulant l'animation globale du territoire et le développement du pouvoir d'agir des personnes et des groupes, le centre social*

vise l'émancipation individuelle, collective et la transformation sociale.

- Une introduction politique a été ajoutée, pour dire ce qui détermine nos orientations et actions tout en réaffirmant la pertinence du projet « centre social » aujourd'hui : *« En misant sur la participation, la mobilisation et le pouvoir d'agir des habitant.es, tous âges confondus, en soutenant des approches qui permettent d'anticiper et agir sur les transformations de société, en misant sur la coopération et sur la confiance de nos partenaires, l'action des centres sociaux entend s'inscrire dans une ambition de contribution concrète et utile pour des territoires plus dynamiques et pour bâtir une société désirable et souhaitable pour toutes et tous, tant au niveau local que national et international ».*

Trois principes sont notamment affirmés :

- Le portage du projet par les habitant.es, un enjeu vital pour l'identité du centre social face aux défis et aux transformations de notre société ;
- Le projet social avant le service, l'animation globale plutôt que la segmentation ;
- Les conditions à retrouver pour permettre aux centres sociaux d'assurer une qualité d'action.
- Le groupe projet fédéral, le conseil d'administration ainsi qu'un séminaire inter-fédéral (novembre 2024 à Paris, 130 participant.es), ont finalement validé 4 axes thématiques sur la démocratie et la justice sociale, ainsi que deux axes sur le fédéralisme. **Voici la trame des orientations qui ont été construites :**



Ce socle politique se traduira dans une première feuille de route opérationnelle pour 2024-2027, qui contiendra les priorités nationales et les modalités pour les décliner, en engageant l'ensemble du réseau. Objectif : l'assemblée générale de 2024 où seront proposés au vote une motion sur le socle politique du projet, les priorités identifiées pour la première feuille de route 2024-2027, ainsi que des propositions pour un pilotage, un suivi et une évaluation démocratiques quant à sa mise en œuvre !



© Marta Nascimento

Campagne de MOBILISATION

Centres sociaux fragilisés : une mobilisation nationale pour défendre le projet centre social



En décembre 2023, 150 000 cartes d'invitation à l'attention des responsables nationaux de la cohésion sociale arrivaient dans tous les centres sociaux de France. Première étape d'une mobilisation nationale avec comme points d'orgue, une journée nationale de mobilisation dans l'espace public le 31 janvier 2024 et un rendez-vous national le 7 mars avec les partenaires nationaux des centres sociaux.

Notre but : alerter sur la situation de fragilité des centres sociaux, mais aussi apporter des réponses à court et moyen terme pour que les centres sociaux, bien commun de la société, puissent continuer à faire vivre le lien social, à animer les territoires et à agir pour une société plus juste et démocratique. Retour sur les premiers actes d'une mobilisation nationale qui vise à défendre le projet centre social et ses conditions d'exercice, objectif au cœur du projet fédéral qui se construit.

COhésion Sociale
Appel aux
COresponsables

**Centres sociaux fragilisés :
pour des moyens à la hauteur des besoins !**

Horaires d'ouverture restreints, réduction de la capacité d'accueil des enfants, d'animation d'actions éducatives et de dynamiques citoyennes, non reconduction de postes : les centres sociaux n'ont plus les moyens d'animer correctement le lien social, de faire vivre les solidarités et de contribuer à une société plus juste.

Ensemble, appelons les coresponsables
au Rendez-vous national de la cohésion sociale

Le plus grand réseau social de France www.centres-sociaux.fr

Acte 1 : bâtir et porter des propositions dans le cadre des politiques publiques en construction

Dès 2022, la FCSF et les fédérations se mobilisent pour bâtir de premières propositions et contribuer, dans l'esprit de coopération qui caractérise notre réseau, à la construction de nouvelles politiques publiques en cours de négociation et en prise directe avec les missions et le financement des centres sociaux (convention d'objectifs et de gestion entre l'État et la CNAF, pacte des solidarités). Dans la même période, des échanges ont eu lieu avec le syndicat employeur ELISFA concernant les impacts économiques de la révision du système de classification et de rémunération - débouchant sur une revalorisation de salaires bienvenue au regard des enjeux d'attractivité des métiers - et la construction du plan de plaidoyer lié.

Objectivation des données, revalorisation des prestations socle des centres sociaux, prise en compte de l'inflation, expression d'un besoin renforcé d'ingénierie pour les structures, premier chiffrage des enjeux d'accompagnement des revalorisations salariales, mais aussi propositions thématiques (autour du aller vers, des transitions, de l'accès aux droits, etc.) : autant de suggestions formulées par le réseau et portées par la FCSF au plan national, en particulier auprès du Ministère des Solidarités et des Familles, de la Direction générale de la Cohésion sociale et de la CNAF, entre fin 2022 et mi 2023.

Parallèlement, notre réseau apporte son regard et son analyse dans le cadre de rapports publics (rapport IGAS-IGF sur la revue des dépenses du fonds national d'action sociale, juin 2023). Au regard des premières alertes dans le réseau (Bouches-du-Rhône par exemple), la FCSF impulse une rencontre auprès de la CNAF en associant plusieurs têtes de réseau de l'animation de la vie sociale. Une rencontre doublée d'une interpellation auprès de la Première ministre, portant sur les enjeux de revalorisation, de développement et de simplification administrative.

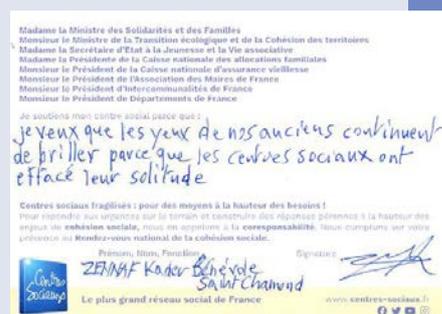
Ces démarches débouchent sur de premières avancées : annonce en juin 2023 de 200 millions d'euros par an pour accompagner les revalorisations salariales dans la petite enfance, annonces de revalorisation chaque année des prestations socle dans le cadre de la nouvelle convention de gestion État-CNAF (revalorisations accélérées en décembre 2023 compte tenu des alertes de notre réseau), annonce d'une ligne de 18 millions d'euros affectée aux ressources humaines des centres sociaux et espaces de vie sociale, augmentation des fonds locaux, etc.

Acte 2 : face aux signaux d'alarme qui se multiplient, le choix d'une mobilisation simultanée de tout le réseau

Pourtant ces premières décisions nationales ne sont pas suffisantes. Tout comme le travail au niveau départemental des fédérations et unions qui se mobilisent, réunissent leurs partenaires institutionnels pour discuter de la situation des centres sociaux, qui commencent à multiplier les signaux d'alerte autour de l'impossibilité de boucler les budgets. A cela s'ajoute l'épuisement face à la surcharge administrative, des activités réduites voire arrêtées ou encore la non reconduction de postes annoncées. Ce qui est pointé de prime abord, c'est une augmentation de charges qui mettent en péril la capacité des centres sociaux à continuer à agir dans les territoires, avec les habitant.es et leurs partenaires. Plus globalement, c'est un écart qui est pointé entre des besoins en termes de lien social, d'urgence sociale, d'animation et de développement social d'un côté, et un investissement qui n'est pas à la hauteur de l'autre. Il semble aujourd'hui essentiel de revisiter - en lien étroit avec les partenaires - le modèle socio-économique des centres sociaux.

En septembre 2023, malgré le souffle et l'énergie du Congrès, l'inquiétude monte, partout. Les échanges avec les fédérations comme au sein d'espaces de travail et de gouvernance de la FCSF (groupe stratégique influence, conseil d'administration national, etc.) amènent alors à poser avec le réseau le principe d'une mobilisation complémentaire aux démarches portées depuis de nombreux mois. Il ne s'agit pas de stopper ces approches, mais de les renforcer en s'embarquant toutes ensemble, dans une démarche plus forte et visible, pour interpeller, proposer, inciter les pouvoirs publics à se saisir de ces sujets et apporter des réponses, en s'appuyant sur les différentes strates de notre réseau.

Plusieurs groupes de travail sont lancés avec les fédérations et unions (présidences et cadres fédéraux) : pour objectiver la situation et formuler de premières propositions, pour bâtir un plaidoyer et un format de rencontre avec l'ensemble des parties prenantes nationales du projet centre social, pour imaginer une démarche de mobilisation et de visibilité de tout le réseau des centres sociaux dans l'espace public.



Des données objectives

A partir des éléments collectés par les fédérations puis en lançant une enquête flash entre mi-décembre 2023 et mi-janvier 2024, la FCSF a objectivé la situation de notre réseau autour de la situation économique des structures, l'impact sur leur activité, la qualité de la coopération, etc.

Principaux résultats de l'enquête flash – Janvier 2024 :

- 67% des structures ne peuvent plus répondre à certaines missions socles ;
- 88% des structures indiquent une augmentation administrative dans la gestion des dossiers de demande de subvention ;
- 29% de centres sociaux qui prévoient de ne pas renouveler certains postes en 2024, ce qui représente 1,4 ETP en moyenne qui ne sera pas renouvelé ;
- Des déficits qui s'inscrivent dans le temps de manière croissante, 60% en 2024 contre 37% en 2022, malgré les efforts des structures ;
- Des conséquences importantes pour les habitant.es et pour les territoires : 52% des structures parlent de réduction ou d'arrêt d'activité, 36% de fermeture estivale ou de réduction de périmètre d'intervention et 11% des structures envisagent des licenciements.

Des demandes aux coresponsables de la cohésion sociale

- Un appel à la coresponsabilité : les enjeux de cohésion sociale, de lien social, d'émancipation, de justice sociale, de démocratie, ne sont pas que ceux des centres sociaux. Ils sont aussi ceux des acteurs publics qui sont parties prenantes et garants du bien commun qu'est le centre social ;
- Un fonds de soutien exceptionnel pour amortir la crise que rencontrent les centres sociaux sur les territoires : il s'agit de financer le « socle » pour éviter la réduction des actions des structures, voire leur fermeture ;
- Un nouveau pacte de coopération : la coopération est dans l'ADN des centres sociaux, en même temps qu'une condition d'exercice de ses missions. Cette approche doit être reconnue et traduite concrètement pour une qualité de relation entre le centre social et ses partenaires, afin de répondre aux défis sociaux et sociétaux auxquels nous faisons face ;
- Un modèle économique renouvelé basé sur des revalorisations plus fortes, une réflexion sur les parts de financements des prestations de service socle des centres sociaux, qui repense le modèle économique des accueils de loisirs au regard des enjeux de continuum éducatif et d'attractivité des métiers de l'animation.

A partir de ces groupes de travail, la FCSF construit alors, avec l'appui d'une agence de communication, une campagne de mobilisation nationale en plusieurs étapes, appuyée par un travail d'argumentation et d'objectivation et une mobilisation de parlementaires et élu.es locaux.les. Présentée lors d'un séminaire associant présidences et délégations des fédérations et unions des centres sociaux mi-novembre, celle-ci s'enclenche dès début décembre 2023.

Acte 3 : l'appel à la coresponsabilité des acteurs de la cohésion sociale et le lancement de la campagne

Comment résumer l'esprit de la campagne ? « Face à la situation actuelle et au constat que les quelques avancées, quand elles ont lieu, partenaire par partenaire, ne sont pas à la hauteur des enjeux et des besoins pour que notre réseau puisse agir dignement, nous souhaitons affirmer et poser clairement la coresponsabilité de l'ensemble des parties prenantes du projet centre social à apporter des réponses. Pour cela, nous formulons une invitation, au plan national, au ministère des solidarités et des familles, de la cohésion des territoires, à la CNAF, la CNAV, la CCMSA et les principales associations d'élu.es, à venir participer à un rendez-vous national dans le courant du premier trimestre 2024 dans un lieu symbolique de la République. L'idée est que ce jour-là, les parties prenantes arrivent avec de premiers engagements sur du court terme avant d'ouvrir un chantier au plus long cours (ce rendez-vous national aura finalement lieu le 7 mars 2024 au Conseil Économique Social et Environnemental, le CESE, troisième assemblée constitutionnelle. Pour « inciter » ces acteur.ices à

répondre à l'invitation, nous proposons d'animer avec le réseau une campagne visant à ce qu'un maximum de cartes d'invitation (150 000 !) à ce rendez-vous national puissent être signées localement, par les équipes des centres (bénévoles et professionnelles), ainsi que par les habitant.es du territoire, élu.es locaux.ales, les parlementaires. Des cartes d'invitation collectées par les fédérations et unions départementales, ont été supports à l'organisation le 31 janvier 2024 d'actions symboliques, visibles et médiatiques dans l'espace public pour rendre publique cette invitation nationale » (extrait de la Foire aux questions liée à la campagne).

Lancée pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années une campagne de mobilisation nationale pour défendre le projet centre social et ses conditions d'exercice, quel pari ! Pour cela, de nombreuses ressources ont été construites pour porter notre voix nationalement et outiller le réseau des centres sociaux :

- Réalisation d'une enquête flash entre mi-décembre 2023 et mi-janvier 2024 pour objectiver la situation des centres sociaux et l'impact sur l'activité, sur les structures ainsi que pour les habitant.es et les territoires ;
- Construction d'un plaidoyer national, reprenant analyse de la situation, formulation des demandes, interpellation des coresponsables nationaux de la cohésion sociale ;
- Production de nombreux supports de communication : cartes d'invitation imprimées en 150 000 exemplaires et diffusées dans tout le réseau grâce à l'appui des fédérations et unions, affiches, banderoles, visuels pour les réseaux sociaux (à chaque fois personnalisables pour les fédérations et les centres sociaux) ;



- Diffusion d'un kit de mobilisation et de communication pour accompagner la mobilisation ;
- Production de courriers types à l'attention de parlementaires et élu.es locaux.ales pour que ceux-ci se mobilisent et interpellent le gouvernement ;
- Modèles de communiqués de presse ;
- Organisation de visios hebdomadaires, conçues comme un espace d'échanges entre fédérations pour partager idées, leviers, conseils tuyaux, difficultés ;
- Diffusion d'une lettre d'information hebdomadaire aux fédérations sur l'avancement de la campagne.



Acte 4 : une mobilisation sans précédent... qui se poursuit en 2024

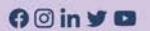
L'exercice d'un rapport d'activité annuel complique la tâche d'une mobilisation à cheval sur plusieurs années. Sans trop anticiper le rapport d'activité de l'année 2024, la mobilisation qui se lance fin 2023 se traduit par une mobilisation sans précédent :

- Plus de 150 000 cartes papier signées et plus de 12 000 signatures en ligne ;
- Une journée nationale de mobilisation le 31 janvier, qui a donné lieu à une cinquantaine d'actions partout en France et à plus de 12 000 personnes mobilisées. Fermeture de structures au public, actions médiatiques (devant des lieux institutionnels ou sur des places publiques), rencontres partenariales en centre social, débat avec les habitant.es : cette journée de mobilisation a voulu tout à la fois sensibiliser, interpellier, proposer mais aussi alerter sur le manque de réponses à ce jour à la hauteur des enjeux et des besoins. Des élu.es locaux.ales et des parlementaires de tous bords se sont ainsi associés à cette dynamique ;
- Mobilisation de plus de soixante parlementaires dont plus de la moitié a adressé des courriers, questions orales ou écrites au Gouvernement pour interpellier sur la situation des centres sociaux ;
- Près de 300 articles de presse, reportages audio et vidéo de médias locaux, principalement régionaux mais aussi nationaux ;
- La tenue de la rencontre, le 7 mars 2024 au CESE, avec la quasi-totalité des coresponsables de la cohésion sociale présents : la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, les présidences ou vice-présidences des principales associations nationales d'élus, les représentant.es des organismes sociaux (CNAF, CNAV, CCMSA). Avec ce jour-là, aucune remise en question de la situation des centres sociaux, une coresponsabilité exprimée, des premières annonces à court terme de soutien renforcé formulées, l'engagement à contribuer à participer à un travail au long cours sur le modèle économique et la coopération pour les centres sociaux, etc. Des premières annonces qui devront être traduites en actes : la vigilance et la poursuite de la mobilisation restent tout de même d'actualité.



Centres Sociaux

Le plus grand réseau social de France



Pôle COMMUNICATION, INFLUENCE & PARTENARIATS

Valoriser, se faire (re)connaître, s'allier



Quelle année du point de vue de la communication et de l'influence ! Entre un Congrès avec des objectifs ambitieux en termes de visibilité, de couverture et de scénographie, une campagne de communication nationale animée en début d'année, le travail de fond autour des nouvelles politiques publiques et la mobilisation nationale du réseau des centres sociaux : l'année a été animée, riche et dense. Communication et influence se sont pleinement inscrites de manière transversale et structurante dans les projets de la FCSF, au service de la valorisation, de la promotion et de la défense du projet centre social. A ce titre, elles se retrouvent en grande partie évoquées dans les différents chapitres de ce rapport d'activité.

Campagne de communication « Centres sociaux, le plus grand réseau social de France »

Le début de l'année a commencé sur les chapeaux de roue, avec le lancement de la campagne de communication « Centres sociaux, le plus grand réseau social de France » qui a pour objectif de travailler autour de l'identité et l'image des centres sociaux. Construite et animée avec le réseau et l'agence de communication Rup sur une partie de l'année 2022, c'est en janvier 2023 et pendant plusieurs mois que nous l'avons faite vivre. D'abord, via la construction et l'appropriation d'un kit de communication, présenté au réseau lors d'un webinaire et regroupant tous les outils et supports créés pour l'occasion : charte graphique dédiée, supports « print », supports « web », modèles personnalisables, publications réseaux sociaux clé en main, vidéo de lancement de la campagne, calendrier de publication, etc.

En 2023, la campagne a donc pris la forme :

- De la création d'une page web dédiée sur notre site internet ;
- De l'envoi de 3 newsletters pour informer et animer la campagne auprès de notre réseau ;
- D'une carte de vœux ;
- D'une campagne sur les réseaux sociaux : avec le dévoilement (coordonné avec les centres sociaux, fédérations et unions présentes sur les réseaux sociaux, en fournissant des modèles de publications clé en main) des messages de campagne mais aussi la publication de contenu complémentaire. Chiffres clé, illustrations via des exemples d'actions de centres sociaux, témoignages et interviews vidéo d'acteur.ices emblématiques de centres sociaux : toutes les semaines, nous avons montré plusieurs facettes autour de nos fondamentaux.

Pour LinkedIn et Facebook, nous avons également accompagné la démarche d'une campagne de « publicité » en sponsorisant certaines de nos publications, afin de toucher une cible plus large.

En termes de bilan – sans rentrer dans trop de détails chiffrés – la campagne a été l'occasion de nous lancer sur LinkedIn (+560 abonné.es sur la période de la campagne), mais aussi de montrer nos messages à près de 380 000 utilisateur.ices (LinkedIn et Facebook), ou encore de voir une augmentation de 47% du trafic de visiteur.ices sur notre site internet pendant la période.

Si une grosse partie du déploiement de la campagne s'est faite en ligne, les supports « print », chers aux centres sociaux, n'étaient pas en reste pour autant. Chaque structure a ainsi reçu un jeu d'affiches à disposer dans les locaux ou dans l'espace public ainsi que des supports à imprimer soi-même au besoin : cartes postales, autocollants et kakémonos. Une communication a également été faite à la presse nationale via la conception d'un dossier de presse et un modèle de communiqué fourni aux structures pour informer la presse locale.

Enfin, la campagne a continué à être appropriée par les structures durant le printemps, grâce à un certain nombre de supports personnalisables : ainsi, de nombreuses structures ont pu décliner les affiches et autres supports en y ajoutant leurs photos, leur logo ou leur propre message.

Au total, et même s'il reste difficile de mesurer l'efficacité d'une telle campagne « de fond », on note une belle adhésion par l'ensemble du réseau, une appropriation diverse, créative, des supports et messages repris à de multiples occasions depuis – notamment lors du Congrès – et voués à durer dans le temps !

Retrouvez en début de ce rapport les zooms sur la communication comme valeur ajoutée au Congrès, et le lancement de la campagne de mobilisation nationale pour agir face à la situation de fragilité des centres sociaux.





Une communication web encore plus dynamique !

Les **réseaux sociaux** continuent d'être de plus en plus investis, dans une année 2023 marquée par d'importants temps forts, comme la campagne de communication et le Congrès. Facebook, Instagram et LinkedIn sont alimentés au moins 3 fois par semaine et quasiment tous les jours dans les périodes de campagne. Le nombre d'abonné.es ne cesse de croître (voir 'chiffres clés'). Nos réseaux sociaux sont aujourd'hui des vecteurs précieux et donnent une visibilité importante de la FCSF comme de notre réseau.

Le **site web** reste également une belle vitrine de ce qu'est et fait notre réseau. Actualités nationales, initiatives portées dans le réseau, ressources : le site internet est une porte d'entrée pour les curieux.ses comme pour les équipes de centres sociaux et leurs partenaires !

De l'information et des ressources pour notre réseau

Notre magazine *C'est Possible !*, qui donne à voir des initiatives de notre réseau, est diffusé auprès de toutes les structures adhérentes, ainsi que nos partenaires nationaux. En 2023, 3 numéros ont été produits : n° 29 "De l'art d'accueillir" (décembre 2023 - février 2024) ; n° 28 spécial Congrès (septembre - novembre 2023) ; n°27 "La transition écologique made in centres sociaux" (mars 2023- mai 2023).

La FCSF a continué à éditer plusieurs **newsletters** en 2023 : "En Direct de la fabrique" et "L'info fédé" (envoi aux équipes bénévoles et salariées des unions et fédérations), la "Lettre d'info de la FCSF" (newsletter générale envoyée aux abonné.es), "Au menu des Grands Banquets" (sur la construction du Congrès). Des reportages photos et vidéos ont également été produits (voir page 'ressources').

Le partenariat avec **Tënk** a également été renouvelé en 2023. La formule préexistante de programmation de cinq films pour six mois s'est poursuivie. Les films sont sélectionnés par un comité de programmation composé de bénévoles et salarié.es du réseau. Deux salariés de Tënk étaient également présents au Congrès de Lille, sur un stand et en animation d'un atelier autour de l'organisation de ciné-débats. Pour 2024, la programmation du premier semestre sera en lien avec les thématiques du projet fédéral.



La couverture de l'événement final « Fostering Social Justice »

Les 30 novembre et 1er décembre derniers avait lieu à Strasbourg la conférence finale du projet international porté par la FCSF « Fostering social justice » (voir la partie « internationale » dans le Pôle projets), avec une soixantaine de participant.es de plusieurs pays euro-méditerranéens. Le Pôle communication a pris part à cet événement en contribuant aux supports de communication, à la mobilisation des participant.es en amont, mais aussi sur place : installation de la salle, captation photos et vidéos (en lien avec les vidéastes professionnels), couverture sur les réseaux sociaux (des vidéos live en story instagram et des posts), un article retour sur le site, etc. Un bel événement ! En parallèle, un appui a été apporté en matière d'influence, puisque c'est bien aussi là l'objectif de Fostering : faire influence à l'échelle européenne via le livre blanc, des supports de communication et en allant à la rencontre des décideur.es.

Décryptages de politiques publiques et argumentaires

2023 a été particulièrement riche en nouvelles orientations de politiques publiques : conventions d'objectifs et de gestion CNAF-État, Pacte de solidarités, orientations autour des politiques publiques de soutien à la parentalité, nouvelle contractualisation politique de la ville, agenda ruralité, etc. La FCSF, souvent dans le cadre d'espaces de travail avec le réseau, a fourni un effort de décryptage de ces politiques publiques, organisé des visios réseau sur certains de ces sujets, produit des notes et argumentaires à l'attention des pouvoirs publics pour partager notre expertise, nos propositions et souligner le rôle des centres sociaux dans ces politiques publiques.

Plus largement, concernant la loi sur la réforme des retraites, la loi immigration et d'autres sujets portés dans le cadre de coalitions, la FCSF a pris publiquement position, soit seule, soit dans le cadre de collectifs. Une dimension précieuse en termes de visibilité, mais aussi d'influence sur les politiques publiques et de partage de notre vision de la société !

Formation « Communiquer avec les élu.es »

En 2023, la nouvelle mouture de la formation « Communiquer avec les élu.es » a continué à être expérimentée. Une session a été organisée à Saint-Étienne, cette fois en co-animation avec la Fédération de la Loire/Haute-Loire et l'Union Auvergne Rhône-Alpes. Un temps de bilan a ensuite été réalisé avec les fédérations ayant accueilli la formation et une stratégie a été pensée pour la développer dans le réseau. Place à 2024 !

Des liens qui se retissent avec les mouvements d'éducation populaire et de l'animation de la vie sociale

Poursuite en 2023 de démarches pour retisser des liens avec les têtes de réseau nationales d'éducation populaire, via des rencontres autour du croisement de nos priorités, d'objets possibles de coopération, avec les MJC de France, les Cemea, La Ligue de l'enseignement, Familles rurales... Ces échanges se sont traduits par des approches collectives, par exemple avec les principales têtes de réseau ayant des structures d'animation de la vie sociale pour porter auprès de la CNAF et de la Première ministre, nos inquiétudes sur la situation des structures de l'animation de la vie sociale.

Et un Pôle qui se renforce...

avec l'arrivée fin 2023 de Madeline Durand en tant que chargée de mission communication polyvalente pour appuyer le Pôle, principalement sur la communication réseau (et nos supports) mais aussi en appui au pan influence, dont l'activité se densifie d'année en année. Une arrivée bienvenue !



1360

abonné.es sur Instagram

+543

abonné.es



7280

abonné.es sur Facebook

+1155

abonné.es



5272

abonné.es sur LinkedIn

+4324

abonné.es



1000

abonné.es sur YouTube

+217

abonné.es

Partenariats et alliances

Ministères et administrations

- **Ministère des Solidarités.** Rencontres avec le cabinet : situation de fragilité des centres sociaux, revalorisations de salaire, la mise en place du bonus petite enfance, COG CNAF-État. Participation du Ministre des solidarités au Congrès. Organisation de rencontre en centre social pour des membres du cabinet du ministre.
- **Ministère de la Ruralité.** Contribution aux groupes de travail du ministère pour le nouvel agenda rural, participation à un déjeuner de travail organisé par la Ministre Dominique Faure, pour faire le point sur l'ensemble des mesures.
- **Ministère de la Ville et du Logement.** Plusieurs rencontres avec le ministre de la Ville, Olivier Klein : contribution aux travaux de la future contractualisation politique de la ville et partage autour des suites des révoltes sociales dans les quartiers populaires.
- **Ministère Outremer.** Rencontre avec le Cabinet. Échanges sur le développement des centres sociaux.
- **Ministère de la Culture.** Rencontre avec l'équipe. Bilan de la convention pluri-annuelle d'objectifs et axes de la nouvelle convention.
- **Secrétariat d'Etat Numérique.** Rencontre avec le Cabinet. Contribution CNR inclusion numérique.
- **Secrétariat d'Etat Jeunesse.** Participation active aux travaux du comité de filière animation (membre du bureau et présents dans plusieurs groupes de travail).
- **DGCS (Direction générale de la cohésion sociale).** Rencontres autour de la nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs. Rencontre avec le directeur de la DGCS sur la COG Etat CNAF et le Pacte des solidarités. Soutien exceptionnel dans le cadre du Congrès et présence du DGCS au Congrès.
- **DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement).** Échanges autour de la CPO DIHAL-FCSF.
- **ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires).** Partenariats dans le cadre des directions de la ruralité, politique de la ville, numérique, lutte contre les discriminations. Rencontres autour des CPO numérique et politique de la ville. Échanges en cours pour contractualiser le partenariat côté ruralités.
- **DJEPVA (Direction de la jeunesse de l'éducation populaire et de la vie associative).** Échanges pour restaurer un partenariat pluriannuel. Audition dans le cadre du renouvellement de l'agrément JEP.
- **DIPLP (Délégation interministérielle à la prévention et la lutte contre la pauvreté).** Rencontre de la déléguée interministérielle et son cabinet. Contribution à l'élaboration du Pacte des solidarités (note, groupes de travail). Intervention au séminaire des Hauts-commissaires à la pauvreté. Visite de la déléguée interministérielle en centre social.
- **DGOM (Délégation générale aux outre-mer).** Rendez-vous pour état des lieux de l'action de développement sur les outre-mer. Projet de conventionnement 2023-2025. Non confirmé en 2025.
- **Agence du service civique.** Bilan annuel de notre agrément national. Accueil de 350 volontaires en 2023.
- **ANCV (Agence Nationale pour les Chèques Vacances).** Deuxième année de la convention triennale de partenariats avec l'ANCV pour permettre la poursuite et le développement des aides aux projets vacances dans le réseau des centres sociaux et la conduite de la recherche-action sur l'impact des projets vacances dans les centres sociaux.
- **Agence Erasmus.** Rencontre avec l'Agence Erasmus Jeunesse. Dépôt et validation du projet Participation des jeunes au Congrès. 2ème année de mobilités accréditées sur l'éducation des adultes pour le consortium du réseau « Agir en Europe ».
- **Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA).** Dernière année de portage de projet Erasmus + Fostering Social Justice pour l'IFS.

Organismes sociaux et complémentaires

- **CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales).** Rencontres régulières avec la présidence et la délégation générale (COG, attractivité des métiers, inflation, situation de fragilité des centres sociaux, etc). Échanges continus avec l'équipe des politiques sociales et familiales. Contribution à la future COG (notes, participation à des travaux). Coportage et co-animation de Senacs. Participation au comité consultatif et de suivi de la charte de la laïcité de la CNAF.
- Échanges réguliers dans le cadre des conventionnements avec les Caf de Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Eure et la CSS Mayotte ainsi que les Caf de la Manche et du Calvados pour des projections 2024.

- **CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse).** Échanges avec la Direction nationale de l'action sociale. Bilan 2018-2022 de la convention cadre. Travaux sur la future COG et démarrage des travaux pour le conventionnement cadre 2024-2027. Soutien exceptionnel et présence au Congrès.
- **CCMSA (Caisse centrale de la mutualité sociale agricole).** Bilan et perspectives annuelle de la convention de partenariat.
- **CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie).** Échanges avec la présidence et la déléguée générale adjointe. Présentation des centres sociaux et des dynamiques dans le cadre des CDFPPA (Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées).
- **AGIRC-ARCCO.** Échanges avec la direction de l'action sociale autour du renouvellement de la convention cadre.
- **MedNum.** Contribution à l'observatoire de l'inclusion numérique.
- **Mouvement des Régies.** Rencontre de la nouvelle déléguée générale et perspectives de travaux communs.
- **Coordination nationale Pas sans nous.** Échanges et suivi dynamiques des tables de quartier dans le cadre de la participation de la FCSF à un comité de pilotage.
- **Banque des territoires.** Participation à un espace de travail Conseillers nationaux France Service.
- **Uniopss (Union Nationale Interfédérale des Oeuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux).** Contribution à la mobilisation autour de la crise des métiers du social. Contribution à la construction du projet stratégique de l'Uniopss.
- **Têtes de réseau éducation populaire.** Rencontres pour partager les actualités et imaginer des pistes de travail partagées, travail de plaidoyer commun avec les têtes de réseau ayant des structures de l'AVS.

Alliances et coopérations avec les réseaux associatifs

- **Elisfa.** Échanges réguliers avec les équipes techniques et la délégation générale : enjeux RH, avancées de la réforme du système de classification et de rémunération. Participation à l'AG d'Elisfa. Rencontres des présidences. Inter-bureau FCSF-Elisfa. Nombreux rendez-vous partenariaux communs sur les enjeux de l'accompagnement financier de l'avenant 10-2022.
- **Pacte du Pouvoir de vivre.** Participation à des espaces de pilotage nationaux. Relais au sein du réseau. Préparation d'un module de formation sur la participation.
- **Cnajep (Comité National des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire).** Participation aux instances de gouvernance. Contribution aux travaux sur le projet du Cnajep.
- **Le Mouvement associatif.** Co-animation du groupe de travail coopération inter-associative en quartiers politique de la ville.
- **Réseau Vacances Ensemble faisons vivre la solidarité.** Participation à l'organisation d'un webinaire sur le droit aux vacances.
- **Réseau national des Centres de ressources politique de la ville.** Partenariat dans le cadre du rapport « Paroles d'habitant.es des quartiers populaires ». Participation de la FCSF au regroupement national des CRPV.
- **Fonda.** Échanges réguliers avec les équipes, participation aux travaux du plan d'action. Coopération sur les enjeux d'évaluation.
- **ADASI (Association pour le Développement de l'Accompagnement à la Stratégie et à l'Innovation de l'Intérêt général).** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat sur les MSE. Étude de l'opportunité de participation à la gouvernance de l'ADASI.
- **Fonjep (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire).** Participation aux instances de gouvernance. Contribution à plusieurs rencontres, notamment dans le cadre des Projep et des dynamiques MSE.
- **Conseil National des Villes (CNV).** Contribution aux espaces de gouvernance du CNV.
- **Comité d'histoire de la politique de la ville.** Participation au comité et à la journée d'étude colloque « Faire l'histoire de la politique de la ville : enjeux, sources et méthodes ».
- **IFS (International Federation of Settlements).** Soutien au développement de l'EFS (Euromed Federation of sociocultural centres).
- **LIEPP (Laboratoire Interdisciplinaire D'Évaluation des Politiques Publiques).** Rattaché à Sciences Po et en partenariat avec la CNAF, contribution au COPIL

sur l'évaluation de la politique d'animation de la vie sociale.

- **Aequitaz.** Coordination nationale des Parlements et Assemblées Libres de Jeunes.
- **Réseau National des Juniors Associations.** Membre permanent du conseil d'administration. Contribution aux travaux et participation aux conseils d'administration et assemblée générale.
- **Collectif associatif « soutien à la parentalité ».** 13 têtes de réseau engagées pour une politique de soutien à la parentalité garantissant un accueil gratuit, sans jugement et sans discrimination. Participation aux rencontres et travaux du collectif.
- **Association Silver Geek.** Déploiement dans le réseau de projets « Silver Geek » favorisant l'appropriation du numérique des seniors par l'Esport et l'intergénérationnel.

Partenariats privés

Poursuite de la construction d'alliances et d'animation d'accords-cadres nationaux avec :

- **AIGA.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence et animation d'un atelier au Congrès des centres sociaux.
- **APOGEES.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence au Congrès des centres sociaux.
- **MAIF.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence et animation d'un atelier au Congrès des centres sociaux, animation d'un webinaire sur les responsabilités.
- **SACEM.** Échanges dans le cadre du partenariat.
- **CANON.** Fac-similé. Échanges dans le cadre du partenariat.
- **Ethic Etapes.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence au Congrès des centres sociaux.

- **Crédit Coopératif.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence au Congrès des centres sociaux, animation d'un webinaire sur les avantages liés au partenariat.
- **Harmonie Mutuelle ESS.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence et animation au Congrès des centres sociaux.
- **Comptoir des RH.** Échanges réguliers dans le cadre du partenariat, présence et animation d'un atelier au Congrès des centres sociaux, animation de formations internes.
- **Tënk,** plateforme de films documentaires. Poursuite du partenariat pour proposer des films en projection dans les centres sociaux, présence au Congrès.

Partenariats universitaires et formation

- **Université Paris 8 - Vincennes Saint-Denis.** Convention, intervention et présentation des centres sociaux. Animation et soirée en non-mixité lors du Congrès.
- **IUT de la Guadeloupe.** FAVE : 3 sessions se sont déroulées en avril et mai dernier en partenariat avec l'IUT permettant à 68 personnes de se former à la FAVE dont 25 étudiant.es.
- **Université Paris Nanterre.** Rapprochement avec le département de sciences de l'éducation autour de projets de formation (diplôme universitaire) sur le community organizing et le développement du pouvoir d'agir des habitant.es. Pistes de travail à poursuivre en 2024.
- **Accolades.** Travail sur les parcours de formation des directions. Réunions pour faire évoluer l'AFNR (Adaptation à la Fonction de Nouveau Responsable).

Mémoires Vives Centres Sociaux (MVCS)

Convaincue de l'enjeu de mémoire et d'histoire pour le réseau et de l'importance que revêt la réflexion historique, pour permettre aux centres sociaux, au réseau de se situer aujourd'hui et de se projeter dans l'avenir, la FCSF a fait le choix de réaffirmer plus fortement l'enjeu d'une fonction mémoire et histoire dans les fonctions fédérales nationales et dans notre lien avec l'ensemble du réseau via :

- La création de cette fonction « mémoire et histoire » dans les tâches/missions fédérales. Cette dernière couvrirait les enjeux suivants en coopération avec MVCS, à la fois pour le national et pour le réseau : la gestion des archives (structuration des domaines,

modes de conservation, formations à l'archivage, dépôts, identification des archives existantes, etc.) ; la production d'une connaissance historique nationale et locale ; la diffusion de l'histoire produite (sensibilisation, diffusions, création d'événements, publications, etc.)

- L'identification d'un administrateur FCSF, Vincent Divoux, portant cette fonction mémoire et histoire, en association avec une salariée, Ayate Hebbali, sur la dimension réseau. Tout ceci en lien étroit avec Hugo Barthalay de la délégation générale collégiale et directeur du Pôle réseau.

Ressources produites en 2023

Reportages photos

- La Comète : un lieu d'accueil privilégié pour parents et enfants
- L'éducation aux médias, made in centre social !
- Le Congrès en 100 photos (ou presque...)



© Marta Nascimento

Vidéos

- Témoignages itinérants
- La Quotidienne du Banquet - Les émissions TV du Congrès
- Les plénières du Banquet Final - Congrès 2023
- La vidéo courte du Congrès 2023
- L'activité de la FCSF en 2022 en vidéo
- Congrès 2023 : l'aftermovie
- Vidéo sur la journée de restitution du 6^{ème} rapport paroles d'habitantes
- Centres sociaux, le plus grand réseau social de France (2 portraits vidéo et la vidéo de campagne)
- Centres sociaux Itinérants - rencontre d'évaluation de la démarche



Publications

- 10 ans d'expérience de coopération internationale - 2012-2022
- Fanzine spécial "éducations" issu du Réseau Jeunes 2022
- Quoi de neuf dans les centres sociaux en 1922 ? (web)
- Les centres sociaux : foyers de transformation sociale depuis 100 ans - La frise (produite par Mémoires Vives)
- Les centres sociaux : foyers de transformation sociale depuis 100 ans - Le dépliant (produit par Mémoires Vives)
- Engagées - Rapport Paroles d'habitantes des quartiers populaires 2023
- Contractualisations, mode d'emploi (supplément Juris Asso)



Outils

- Les dessins de Bobika réalisés pour le Banquet Final
- Malle à outils : 5 fiches ressources pour questionner l'itinérance
- Le consortium Agir en Europe porté par la FCSF pour le réseau des centres sociaux
- Exposition - Rapport paroles d'habitantes de quartiers populaires
- Guide des ressources du Congrès 2023
- Fiche outil : La Veillée militante
- Fiche outil : Les chemins de la participation



Radio / Podcast

- Les émissions web radio du Congrès "BanquetFM"
- (Podcast) Rapport paroles d'habitantes 2023

Magazines C'est Possible !

- Magazine C'est Possible ! n°27 "Transition écologique"
- Magazine C'est Possible ! n°28 "Banquet Final" spécial Congrès 2023 !
- Magazine C'est Possible ! n° 29 "De l'art d'accueillir"



Dossiers / Revue de presse

- Centres sociaux, le plus grand réseau social de France
- Congrès 2023 - Plus de démocratie pour une société plus juste - Des enjeux pour la société, un projet pour le réseau des centres sociaux
- Revue de presse autour de Nahel et des violences policières



2

Pôle PROJETS

Co-construire des réflexions pour agir



Le Pôle projets a pour mission de construire et partager des actions, réflexions et ressources sur les enjeux de société et le rôle des centres sociaux, aujourd'hui et demain.

Les 4 dimensions présentes dans le futur projet fédéral qui débutera en 2024, sont travaillées à travers des projets, des chantiers nationaux, des expérimentations ainsi que des dispositifs.

Ces dernières sont :

- **Axe A : Pour une transformation écologique, citoyenne et solidaire de la société ;**
- **Axe B : Pour une société plus égalitaire, équitable et engagée contre la pauvreté ;**
- **Axe C : Construire une société où chacun.e trouve et prend sa place ;**
- **Axe D : Pour une démocratie en mouvement, construite par et pour toutes et tous ;**

De manière transversale, le Pôle projets coordonne la démarche Congrès. 2023 a ainsi été une année bien remplie, notamment marquée par la préparation et la tenue du Banquet Final à Lille au mois de mai !

6^{ème} édition du rapport Paroles d'habitant.es des quartiers populaires : « Engagé.es ! »



La première partie de l'année 2023 a été consacrée à la rédaction de la 6^{ème} édition du rapport intitulée « Engagé.es ! On ne veut plus rêver, on veut trouver des solutions ». Dix neuf centres sociaux mobilisés, pour deux rencontres par structure organisées avec des habitant.es de quartiers populaires, autour d'une question : quels sont leurs constats, les problèmes, les envies d'agir pour leur quartier ? On retrouve, dans cette sixième édition, des enjeux qui font écho aux rapports précédents, autour notamment du logement et de la jeunesse. Cependant, de nombreux groupes ont évoqué leur volonté d'agir pour changer la situation malgré les difficultés à se mobiliser, à se faire entendre. « Engagé.es », ils et elles le sont, dans un contexte d'inégalités et d'injustices qui touchent ces territoires. Cet appel vif au changement, avec les habitant.es, à partir de leurs savoirs et de leurs ressources, est au cœur de cette sixième édition. Ces paroles se retrouvent dans les lignes du rapport, mais également dans une exposition et un podcast, qui nous ont permis d'expérimenter d'autres modes de diffusion.

Le rapport a fait l'objet d'une sortie nationale, le 27 septembre 2023 en présence d'une centaine de participant.es. La première partie de cette journée, a été consacrée à la mise en débat des contenus du rapport avec les habitant.es et professionnel.les des centres sociaux ayant participé au projet, ainsi que des représentant.es associatifs et institutionnels (Ville et Banlieue, Confédération nationale du logement). La seconde partie de la journée s'est centrée sur la mise en mouvement des personnes présentes autour des thématiques du rapport : comment agir face aux problématiques rencontrées ? Pour ce faire, nous avons fait le choix d'utiliser l'outil du théâtre-forum et du théâtre-images avec la Compagnie NAJE.

Les résultats du rapport ont ensuite été présentés lors de plusieurs événements, en interne au réseau des centres sociaux et des centres de ressources

politique de la ville, ainsi qu'auprès d'autres acteurs institutionnels et associatifs. La démarche du 7^{ème} rapport se lancera au printemps 2024.

Le rôle structurant du réseau des centres sociaux face au choc démographique

Le chantier national « vieillissement » est copiloté par la FCSF (en travail associé), des fédérations et unions. L'année 2023 a été une année charnière : la longue implication et maturation du réseau pour penser notre rôle ainsi que notre place face au choc démographique a permis de penser et nommer « une mission vieillissement » dans les centres sociaux et de la mettre en débat avec nos partenaires institutionnels.

Le Congrès : un booster de la mission vieillissement auprès des partenaires

Un parcours « vieillissement » a permis aux congressistes d'appréhender les différentes facettes du choc démographique et du rôle des centres sociaux :

- Une conférence « Le centre social demain et les enjeux du vieillissement : projets, alliances, impacts sur les territoires » en présence de la CNAV ;
- 2 ateliers : « L'accompagnement de l'arrivée à la retraite : un enjeu de démocratie et de justice sociale » et « Vieillissement de la société : soyons responsables, ambitieux et créatifs » ;
- Un espace stand/exposition pour retrouver les ressources du chantier et découvrir des projets inspirants, notamment la démarche d'évaluation de l'impact d'une mission vieillissement dans les centres sociaux en PACA et la campagne d'affichage « En âge avec les centres sociaux », créée par un collectif de seniors pour déconstruire les stéréotypes sur ce public.

L'après Congrès : un réseau reconnu par les partenaires

Fin septembre, un séminaire regroupant les Carsat, les fédérations ou unions, la CNAV et la FCSF s'est tenu autour de la mission vieillissement en centre social. Cette journée a permis d'explicitier notre ambition, notre démarche et les conditions de réussite de cette mission vieillissement et de poser les bases du futur conventionnement CNAV/FCSF, faisant de la structuration de la mission vieillissement un axe majeur. Au-delà du partenariat structurant avec la CNAV, c'est aussi des liens avec la CNSA qui se sont renforcés et la participation à la nouvelle dynamique Monalisa qui rassemble des organisations qui luttent contre l'isolement des personnes âgées.

Une montée en qualification des projets et des acteur·rices

L'année 2023 a été aussi celle du lancement d'une expérimentation d'une formation de formateur·rices « vieillissement » et la structuration d'un réseau de formateur·rices. Des visios ressources ont également été organisées : « Le lien social n'est pas une marchandise, » pour appréhender le nouvel environnement institutionnel et associatif de la lutte contre l'isolement et « Accompagner l'arrivée à la retraite ».

Valoriser l'utilité sociale des centres sociaux dans le champ du vieillissement de la société

Enfin, nous avons poursuivi l'animation du site « Avancer en âge avec les centres sociaux » (<https://vieillir.centres-sociaux.fr/>), qui contient un grand nombre de ressources et de projets. De plus, une recherche-action inspirante a été lancée en PACA sur l'utilité sociale des centres sociaux sur les enjeux du vieillissement (les résultats sont prévus pour 2024). Une expérience riche, après celle d'Icare en Pays de la Loire !

Fostering Social Justice : un travail d'influence sur la justice sociale à l'échelle européenne



L'année 2023 a fini en beauté pour le projet Fostering Social Justice, porté par la FCSF pour l'IFS (International Federation of Settlements), notre réseau international. La conférence finale qui s'est déroulée à Strasbourg fin novembre nous a prouvé que les forces vives de notre réseau international étaient au rendez-vous : 17 pays représentés et une grande représentation de la FCSF (salariées et administrateurs nationaux) également. Notre délégation de 50 personnes a aussi fait la présentation de recommandations politiques au Parlement européen de Strasbourg.



Plus d'informations ici !

Ce projet de 3 ans co-financé par le programme Erasmus + Education des Adultes a permis :

- d'étudier 17 pratiques innovantes dans notre réseau européen ;
- d'envoyer 125 participant.es de 11 pays différents (dont 13 français, salarié.es et bénévoles) en mobilité ;
- d'animer 3 webinaires et 1 programme de formation en ligne ;
- de créer un livre blanc avec des recommandations pour les élu.es et décideurs Européens ;
- d'alimenter un site internet et une plateforme électronique avec des ressources.

Les recommandations portées également au Parlement européen de Bruxelles sont centrées autour de la reconnaissance de nos structures, les échanges internationaux et la solidarité envers nos voisins, des espaces sociaux ouverts à toutes et tous, un financement durable, des alliances locales et des processus consultatifs au niveau européen.

Enfin, le nouveau réseau EFS (Euromediterranean Federation of Sociocultural Centres) a pu commencer son travail d'influence et de communication grâce à une vidéo « Nous Sommes Là ! ».

Motion jeunesse : 7 ans d'engagement du réseau

Votée à l'assemblée générale de Vogüé en 2017 et renouvelée pour 3 ans en 2020, la Motion Jeunesse a posé une ambition de développement de l'engagement des jeunes au service de l'intérêt général et de la citoyenneté. Cette motion a permis un réel pas en avant pour le réseau dans le fait de donner aux jeunes la possibilité d'interpeller les adultes, de créer des alliances locales sur les questions de jeunesse, d'accompagner les parcours d'engagement de jeunes, etc. Aujourd'hui, la plupart des fédérations et centres sociaux sont impliqués sur les enjeux de jeunesse, notamment avec la mise en place annuelle de Réseaux Jeunes Locaux dans une vingtaine de territoires. La Motion Jeunesse était accompagnée d'un fonds mutualisé, qui a soutenu 21 fédérations sur divers projets tels que le jeu « Super pouvoir d'agir des jeunes » (Pays de la Loire), des rencontres et débats entre jeunes (type Réseau Jeunes et Parlement Libre de jeunes) ainsi que des publications et plaidoyers sur le métier et les enjeux de jeunesse dans le réseau (Loire-Atlantique, Bouches-du-Rhône).

Développement du pouvoir d'agir : un premier état des lieux

La démarche de renouvellement du projet fédéral, et particulièrement le Congrès, ont été l'occasion de faire un état des lieux du développement du pouvoir d'agir des habitant.es dans le réseau.

Nous avons d'abord recensé l'ensemble des démarches de recherches et recherches-actions initiées dans le réseau sur ce sujet. ENGAGIR en Centre-Val de Loire, la thèse de Jérémy Louis sur les tables de quartier ou encore les enquêtes menées par Hélène Balazard et Anaïk Purenne dressent le constat d'une notion forte et qui embarque le réseau. Cette dernière recouvre néanmoins des réalités différentes, depuis des pratiques individuelles autour de la prise de confiance en soi jusqu'à des démarches plus politiques d'accompagnement de collectifs pour défendre leurs droits. Le Congrès a été l'occasion de réaliser une enquête auprès des participant.es, notamment lors de l'atelier « Le pouvoir d'agir dans le réseau des centres sociaux ». Avec près de 400 répondant.es, ce questionnaire permet une première photographie de l'appropriation de cette notion dans le réseau. Il montre ainsi que le Développement du Pouvoir d'agir (DPA) des habitant.es fait l'objet d'un élan fort et relativement récent, puisque certaines structures et équipes commencent depuis peu à se mobiliser sur ce sujet. Les répondant.es souhaitent poursuivre sur cette lancée et ré-affirmer la place du pouvoir d'agir dans le réseau ; ils et elles demandent notamment une meilleure mise à disposition des ressources pour pouvoir s'emparer du sujet.

Transformation écologique, solidaire et citoyenne : un chantier qui se structure



Pour ce chantier, l'année 2023 a été marquée par la préparation du Congrès à Lille (7 ateliers dédiés), notamment sur les enjeux de justice sociale et de démocratie dans la transition écologique, le rôle et la place des centres sociaux, l'alimentation comme droit à défendre, les actions d'entraide et de partage, l'importance des alliances pour une transition plus juste, l'action pour des mobilités durables et solidaires et enfin le croisement entre social, économie et écologie. Les objectifs du chantier national se sont structurés : animation du groupe national (composé d'acteur.ices, professionnel.es et/ou bénévoles, du réseau, issu.es d'une quinzaine de fédérations/unions), production

et diffusion de ressources dans notre réseau, contribution au projet fédéral et à la construction de la feuille de route, appui aux stratégies des fédérations départementales et unions régionales, construction des alliances avec le milieu de la recherche universitaire et des acteurs associatifs et enfin définition des stratégies financières pour se donner des moyens à la hauteur de notre vision politique.

Tables de quartiers : un réseau qui s'étoffe

Cette année, le partenariat entre la FCSF et la Coordination nationale Pas Sans Nous s'est poursuivi dans le cadre du tri-pilotage du projet Tables de quartiers (le troisième collège étant constitué d'habitant.es issu.es des tables). Grâce au soutien de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, le réseau des Tables continue de s'étoffer et de proposer un soutien aux tables existantes grâce à des temps de regroupement et de formations qui ont eu lieu plusieurs fois dans l'année.

2023 a été marquée par un rassemblement de 3 jours en décembre à Orléans, regroupant une centaine d'habitant.es et d'acteurs associatifs issu.es de tables ou étant intéressé.es pour en initier une sur leur territoire. L'occasion de faire connaissance, de creuser les enjeux de démocratie liés aux tables et à leur fonctionnement mais aussi de partager les luttes locales.

Les centres sociaux itinérants : les enseignements du programme national 2021-23

2023 a marqué l'aboutissement du programme national des centres sociaux itinérants, soutenu dans le cadre de France Relance depuis 2021. Ce programme a permis le déploiement d'équipements mobiles (camions, camping-cars, caravanes, vélos, triporteurs électriques, etc) sur 74 territoires.

Ces projets ont été portés par 81 centres sociaux, 4 EVS et 6 fédérations départementales adhérentes à la FCSF. Une cartographie des projets ainsi qu'une malle à outils ont été réalisées et sont à disposition de l'ensemble du réseau.

Un final en beauté avec deux temps forts:

- Lors du Banquet Final de Lille, un espace dédié aux centres sociaux itinérants a accueilli des centaines de congressistes pour découvrir leurs projets et méthodes, ainsi qu'un atelier

avec 500 participant.es pour mettre en valeur les atouts des centres sociaux et l'impact de l'itinérance sur les projets de territoires ;

- Un événement de restitution du projet avec les partenaires, organisé en juin à la FCSF et retransmis en direct sur le web.

L'évaluation menée tout au long de l'expérimentation par le cabinet Asdo Études a conclu en affirmant que l'itinérance nourrit et renforce les fondamentaux de l'action du centre social, notamment dans ses fonctions de lieu d'accueil et de proximité et de développement du lien social. Elle renforce la capacité d'action et d'innovation des centres sociaux, par sa souplesse, sa flexibilité, sa réactivité pour s'adapter aux besoins.

De plus, elle assoit la place des centres comme acteurs des politiques publiques, à travers le développement social local et le relais vers les acteurs locaux. Enfin, elle stimule l'engagement des habitant.es et favorise l'émergence de projets locaux.



Numérique : entre coalition et formation

Coalition nationale dématérialiser sans déshumaniser

La coalition « Dématérialiser sans déshumaniser », pilotée par la FCSF, promeut un accès aux droits « autrement », en replaçant l'individu dans son rôle d'expert face à ses difficultés avec le numérique dans une optique de développement du pouvoir d'agir. Soutenue par la Fondation de France depuis septembre 2023 et pour 2 ans, la coalition a récolté une dizaine de contributions sur les ateliers usagers-expert.

Lancement d'une dynamique formation

En partenariat avec l'ANCT, un groupe de travail issu du chantier numérique a imaginé un programme de formation « médiation numérique ». Son déploiement expérimental se déroulera au 1er semestre 2024.

L'impact de l'itinérance menée par les centres sociaux

Impact 1 - L'itinérance suscite des dynamiques territoriales et partenariales

- Une facilitation à l'accueil et l'écoute de proximité ;
- Une mise en visibilité du centre social ;
- Un diagnostic social et territorial renforcé ;
- Un dynamisme de développement social local ;
- L'itinérance peut être structurante pour le développement des partenariats locaux.

Impact 2 - Des impacts spécifiques sur les publics en termes de développement de liens sociaux

- Rencontre de nouveaux publics ;
- Développement de l'interconnaissance sur le territoire ;
- Différents niveaux d'engagement pour le public (de la sortie de l'isolement à l'implication dans le centre social) ;
- La mise en dialogue des habitant.es avec les acteurs locaux ;
- L'accès aux droits par de nouvelles modalités d'accès et d'information ;
- Un support au pouvoir d'agir des habitant.es.

Impact 3 - Une expérimentation qui interroge, renouvelle, voire bouscule les pratiques du centre social

- Une incontournable réorganisation du travail dans le centre social ;
- Une posture professionnelle qui n'est pas neutre, une implication bénévole encore timide ;
- Une dynamique nationale valorisée et pensée comme un espace-ressources.

Une recherche-action sur les projets vacances des centres sociaux

Dans la continuité de notre programme de travail sur trois ans initié en 2022, nous avons poursuivi l'analyse et la valorisation de la conduite de projets vacances par les centres sociaux. Ainsi, tout au long de l'année, grâce au soutien de l'ANCV, le cabinet Itinere Conseil a conduit une recherche-action auprès de 18 centres sociaux représentant une diversité de territoires (quartiers populaires, zones rurales, centres urbains), de portages (associatifs,

municipaux) et de zones géographiques afin d'être à l'image de la diversité de notre réseau. Cette recherche-action, conduite avec des entretiens auprès de bénéficiaires, de professionnels et des observations de terrain, a permis de mettre en lumière différents apports en lien avec les centres sociaux (manières de faire, lien avec le projet de la structure, pratiques professionnelles) mais aussi avec les bénéficiaires (freins à lever avant de partir en séjour et effets à l'issue du séjour).

La recherche-action se clôturera début 2024 avec la présentation dans un premier temps du rapport final aux structures ayant participé à cette recherche, puis à la remise de ce dernier à la FCSF et d'un guide de bonnes pratiques. A l'automne 2024, cette étude fera l'objet d'une présentation et d'une mise en débat au sein du réseau lors d'une journée nationale.

mais aussi

La FCSF au conseil d'administration des Juniors

Associations

Depuis sa création en 2002, la FCSF est membre du Réseau National Juniors Associations (RNJA). Le RNJA est une association inter-associative (avec la Ligue de l'Enseignement, les MJC de France et Jets d'encre) qui permet à des mineurs de se constituer en association, de pouvoir notamment ouvrir un compte en banque et d'obtenir une assurance pour les activités. En 2023, nous retrouvons 44 Juniors Associations accompagnées ou hébergées par des centres sociaux (sur à peu près 950 en France). Six fédérations de centres sociaux sont également des relais départementaux afin de faciliter l'accompagnement et le suivi des Juniors Associations.

Animation du dispositif Service civique

350 volontaires, âgés entre 16 et 25 ans, s'engagent chaque année dans les centres sociaux pour une mission de 24 heures par semaine. Nous avons organisé six formations civiques et citoyennes de 2 jours en 2023. Ces formations, en plus d'aborder le dispositif et ses missions, sont l'occasion de débattre et d'échanger sur le projet centre social, l'éducation populaire et les autres espaces d'engagement (dans et hors réseau des centres sociaux). Le dispositif est porté collectivement dans le réseau par un chef de projet national, cinq référentes régionales et des référent.es dans chacune des fédérations départementales qui ont une habilitation.

La coordination des Parlements et Assemblées Libres de Jeunes

Initiés par AequitaZ, association œuvrant pour plus de justice sociale, les Parlements et Assemblées Libres de Jeunes invitent des jeunes majeurs, à l'échelle d'une ville, d'un département ou d'une région, à se retrouver pour faciliter l'action collective à partir de leurs rêves et leurs colères. La FCSF est impliquée dans cette dynamique depuis sa création en 2013. Elle a poursuivi son implication dans la coordination nationale en 2023, aux côtés d'AequitaZ, de l'Unhøj et du MRJC. Une publication sortira bientôt, faisant suite

aux 10 ans des Parlements Libres de Jeunes, portant sur les enjeux de pauvreté et de discriminations vécues par ces derniers.

Agir en Europe : des mobilités pour la formation des acteurs du réseau

Grâce au consortium Agir en Europe financé par Erasmus+, 27 personnes du réseau ont pu partir en mobilité européenne pour se former sur leur thème choisi. L'Union des Bouches-du-Rhône a envoyé en Italie une délégation de son CA, pour découvrir la gouvernance sur 3 échelons : local, départemental et national. Un adhérent direct a organisé un groupe très hétérogène (habitant.es, jeunes, salarié.es, bénévoles et partenaires) pour découvrir les réalités de l'animation sociale sur un territoire de nature similaire au leur, de l'autre côté de la frontière.

Ruralités

En 2023, le groupe ruralités s'est réuni deux fois pour poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route votée en 2022. Parmi les thématiques abordées : renforcement des liens avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires et le Ministère de la ruralité en participant aux travaux de l'État qui a abouti au plan France ruralités, échanges de pratiques, zoom sur le sujet des mobilités en milieu rural qui se concrétisera en 2024 par une journée de travail sur cette thématique.

Les chiffres clés

Le partenariat entre l'ANCV et la FCSF dans le cadre du programme Aide aux Projets Vacances a permis à :

296
centres sociaux et EVS
d'accompagner le départ
en vacances de

10 869
habitant.es

Soit
81 719
journées de
vacances !

3



Pôle RÉSEAU

Accompagner, accueillir, animer, développer et qualifier !



our le Pôle réseau de la FCSF, 2023 est de nouveau une année synonyme de développement et de structuration. Développement avec l'arrivée de nouveaux adhérent.es au niveau national. Structuration avec une montée en charge de la coordination du développement, de l'ambition portée sur la qualification des acteurs avec la mise en place d'un groupe stratégique qualification et enfin le développement d'une fonction « ressources » et « ingénierie », centrée en 2023 sur les productions du Congrès et sur les argumentaires dans le cadre de notre mobilisation collective ! Mais aussi, la poursuite des dynamiques d'animations et de formations auprès du réseau fédéral. 2023 est aussi l'année du formidable élan collectif du Congrès. Quels que soient les territoires et les gestionnaires : les centres sociaux et espaces de vie sociale se fédèrent en mouvement pour porter haut et fort la singularité et la modernité du projet centre social !

Accompagnement et animation du réseau

Appui aux fédérations et unions régionales

L'appui aux fédérations et aux unions régionales s'organise au sein de la FCSF à la fois en travail associé avec Patrice Menard, vice-président réseau et Martine Wadier, vice-présidente réseau, et est partagé au sein de l'équipe des délégué.es nationaux.ales en charge de l'appui réseau. Depuis plusieurs années, cette fonction se structure progressivement à travers des outils de coordination interne, des temps partagés d'analyse de pratiques et d'échanges sur les territoires, de l'ingénierie sur les missions d'appui et un travail en articulation avec l'ensemble des fédérations et les unions.

En 2023, cet appui a été caractérisé par un travail important de veille sur la mobilisation autour du Congrès et sur la situation de fragilisation des centres sociaux dans un contexte d'inflation, de nécessaires revalorisations salariales programmées pour 2024 et d'augmentation de la demande sociale. Parmi les nombreuses missions d'appui, au-delà de la prise de contact régulière et de la participation aux AG, citons notamment les accompagnements au recrutement de délégué.es, l'appui aux situations de crises et aux relations partenariales, à la mise en place de projets fédéraux, aux enjeux des richesses humaines, à la formation des administrateur.rices, etc. Enfin, notons également que des temps réguliers sont organisés avec les référents CTN dans le cadre des différents dossiers de fonds mutualisés.

Rencontres fédérales : faire communauté



Les rencontres fédérales de l'année 2023 ont été marquées par le Congrès, des travaux sur le projet fédéral et la mobilisation sur la situation de fragilisation des centres sociaux. Dans ce contexte, le choix a été fait de réunir conjointement les pilotes salarié.es et administrateur.trices de fédérations à deux occasions. D'abord, dès janvier 2023 à Tours,

avec une première journée dédiée aux professionnel.les autour du Congrès, du nouveau système de classification et de rémunération de la Convention Collective Nationale ALISFA et de plusieurs ateliers (relations avec les CAF, métiers et budgets en tension). La suite du séminaire a été consacrée au travail sur le socle politique de notre projet fédéral. Ensuite, quelques mois après le Congrès, deux journées de séminaire ont eu lieu à Bagnolet en novembre 2023. Au programme : un temps sur la mobilisation collective sur la situation des centres sociaux, un retour sur le Banquet Final et des ateliers autour du projet fédéral, une table ronde avec nos principaux partenaires - CNAF, CNAV et DIPLP (Pacte des solidarités, COG CNAV et COG CNAF) et plusieurs ateliers thématiques autour des enjeux de politiques publiques structurantes pour les centres sociaux.

En complément des rencontres fédérales, des espaces entre pairs sont également mis en place (communication, assistant.es, formation, etc) ainsi que des espaces thématiques articulés aux différentes stratégies et questions de société pilotées par la FCSF.

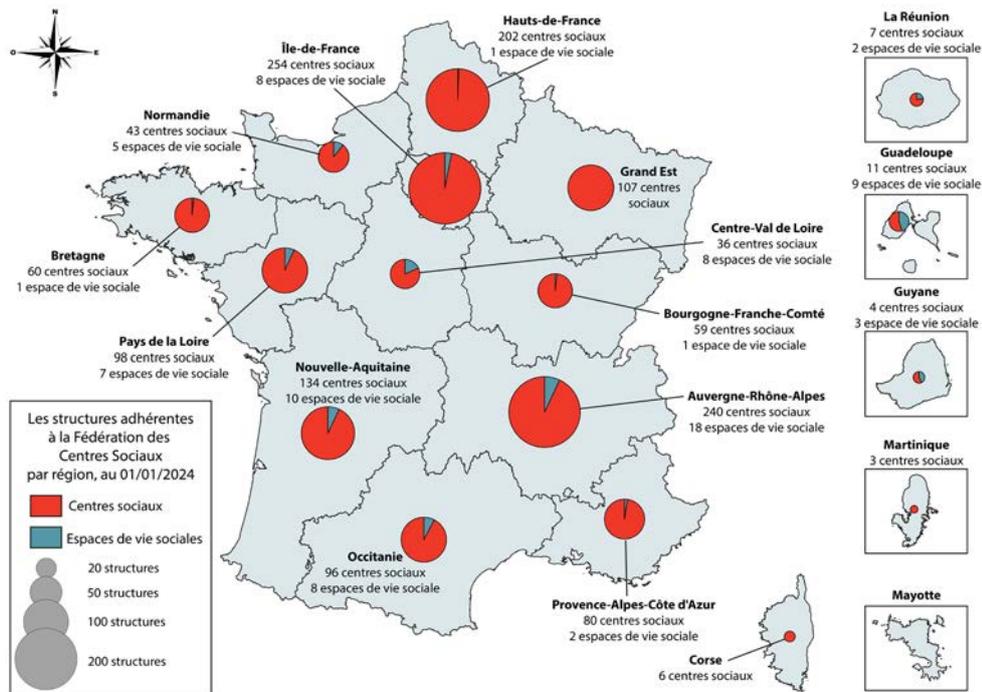
Accueillir, former et qualifier les acteur.ices fédéraux

L'accueil des nouveaux.elles acteur.rices du réseau relancé en 2022 se poursuit en 2023. C'est une mission pilotée par le Pôle réseau et transversale au sein de la FCSF, qui existe sous plusieurs formes : des temps courts en visio, une journée en présentiel à la FCSF et des temps de formation pour les bénévoles et les salarié.es. Plusieurs objectifs : accueillir, se rencontrer pour se connaître, se présenter et s'acculturer. Ces temps visent à tisser du lien, à renforcer le réseau d'un point de vue formel (animation de réseau, temps forts, etc) ou informel (relation, affinité, etc).

Au programme :

- Des visios d'accueil ;
- Une journée d'accueil à la FCSF ;
- Une nouvelle formation pour les délégué.es et chargé.e.s de mission des fédérations et des unions « Repères pour animer un réseau fédéral » ;
- Une formation revisitée pour les administrateur.rices de fédérations et d'unions.





Développement du fédéralisme

Adhésion-reconnaissance

Au cœur de notre fédéralisme, l'adhésion-reconnaissance a connu une actualité encore très importante en 2023 avec l'accueil de 93 nouvelles structures (60 associatives, 33 municipales) et la sortie de 28 structures, portant ainsi le nombre d'adhérents nationaux à 1 523 dont 87 projets porteurs de l'agrément Espace de Vie Sociale. Nous souhaitons la bienvenue à chacune de ces structures et nous sommes heureux.ses de nous retrouver sur les valeurs fondatrices de notre réseau : des projets portés politiquement par des habitant.es, des projets de développement social local avec un maillage partenarial sur les territoires et de la coopération bénévoles et salarié.es. L'adhésion-reconnaissance à la FCSF est pilotée par une partie du Pôle réseau et une commission adhésion-reconnaissance nationale composée d'administrateur.trices nationaux.ales qui s'est vue renforcée en 2023 avec l'arrivée de 4 nouveaux.elles administrateur.rices. Une commission très active, qui s'est réunie à 3 reprises en 2023.

Développement sur les territoires ultra-marins

Après 4 années de développement important sur les territoires ultra-marins, et dans un contexte marqué par un fort renouvellement des chargé.es de mission en 2023, nous avons conduit un état des lieux de notre présence sur les territoires. Ainsi, ont été identifiés plusieurs enjeux liés au développement de l'animation de la vie sociale sur les territoires ultra-marins :

- L'hétérogénéité de ces territoires avec des particularismes sociaux, associatifs,

culturels, économiques qui demandent des adaptations continues du modèle centre social et du fédéralisme au risque de plaquer un modèle métropolitain inadapté ;

- La complexité des territoires qui nécessite une forte valeur ajoutée en matière d'ingénierie et de coordination avec de nouveaux cadres de référence à construire ;
- Un fort développement des structures mais de nombreuses fragilités notamment de modèles économiques, de gouvernance, de partenariat et de qualification des acteur.ices.

Après une phase d'enthousiasme et de satisfaction de ce développement exponentielle, nous passons à une phase d'identification des fragilités liées à ce développement, aussi bien au niveau des structures agréées par les Caf que dans la structuration du fédéralisme. Le défi est désormais de stabiliser et structurer ce qui a été créé !

↳ **Sur l'île de La Réunion**, après un travail important des administrateur.rices sur leur projet fédéral durant toute l'année 2023, la FCSF devrait pouvoir reconnaître en 2024 la Fédération Pei.

↳ **A Mayotte**, le développement des centres sociaux et EVS a continué de manière importante mais surtout les acteurs de l'AVS ont acté d'aller vers une fédération et la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte a fait le choix de soutenir cette démarche en finançant la création d'un poste porté par la FCSF, dont la mission est d'accompagner les acteurs à la création d'une fédération.

↳ **En Martinique**, la création d'une fédération n'est pas à l'ordre du jour : la priorité est de continuer à soutenir les structures dans la création de leur projet social et la consolidation de leur modèle économique.

↳ **En Guyane**, le nombre de centres sociaux et d'EVS continue de croître avec des enjeux sur le modèle socio-économique. En matière de

fédéralisme, nous continuons d'accompagner les administrateur.rices de Manioc dans la structuration de l'association de préfiguration.

↳ **En Guadeloupe**, FEVES, l'association de préfiguration de fédération a accueilli deux chargées de mission. Cette arrivée de nouvelles compétences a conduit la FCSF, FEVES et la Caf à redéfinir les contours de notre mission pour 2024 et notre souhait d'aller vers une reconnaissance de FEVES comme fédération en 2024.

L'année 2023 aura été marquée par le désir commun de tous.tes les acteur.rices des DROM de prendre pleinement leur place dans la vie du réseau en participant activement au Congrès de Lille, avec plus de 165 participant.es et en réitérant leur souhait de pouvoir s'inclure dans les chantiers fédéraux présents et futurs. C'est dans la volonté de soutenir cette démarche et l'ingénierie d'accompagnement à mettre en place que nous avons interpellé la Direction générale aux Outre-Mer pour un soutien financier. Malgré une réponse négative en fin 2023, nous renouvellerons notre demande en 2024.



Interview de Roseline Gaillou, administratrice FCSF, présidente du centre social OYAMA et secrétaire de MANIOC (fédération guyanaise des centres sociaux)

Qu'apporte la FCSF aux acteurs locaux de Guyane ?

Les collaborateur.rices de la FCSF apportent aux acteurs locaux un appui technique en amont et en aval, sur l'élaboration des projets sociaux, la recherche de financement et la mise en place de plan de formation auprès des structures. Ces outils permettent au réseau de se professionnaliser. Elle est aussi sollicitée par les collectivités afin de prendre part aux différentes commissions d'élaboration des schémas territoriaux. La FCSF en Guyane est aux côtés de la Caf - notre premier partenaire et financeur - elle lui apporte une aide sur le développement de l'AVS sur le territoire et sur la méthodologie d'accompagnement des structures. De plus, l'ingénierie apportée par la FCSF est essentielle pour le déploiement de notre fédération. Le DPA n'est pas assez développé dans les structures de Guyane et grâce aux séminaires de travail auxquels j'ai pu participer avec la FCSF, j'ai pu mieux orienter les professionnel.les de ma structure sur l'implication des habitant.es.

Qu'est-ce que t'apporte ta participation à la commission adhésion reconnaissance ?

J'ai voulu intégrer cette commission car j'estime que c'est la base du savoir à la FCSF : comment les centres sociaux, les fédérations fonctionnent afin de mieux appréhender le travail que nous avons à mettre en place en Guyane et dans les DOM et connaître ce sur quoi la FCSF s'appuie pour reconnaître les valeurs qu'elle porte auprès des acteurs.

Au bout d'un an, quel bilan fais-tu de ton implication dans les instances de la FCSF ?

Il est vrai que la distance aurait pu être un frein (8000 km, 8h00 de vol), cette année a été pour moi une phase d'observation et d'assimilation afin de connaître le fonctionnement de la FCSF, me familiariser avec les outils...Je suis ravie d'apporter "ma part du colibri" dans le réseau. Et surtout de revenir avec les outils, les informations de la FCSF afin de faire grandir le réseau guyanais. J'apporte aussi à la FCSF les connaissances liées à mon territoire. Mon objectif c'est que la FCSF soit vraiment reconnue au sein des acteurs locaux comme un partenaire fiable dans le développement de l'AVS dans les DROM.

Fonds Mutualisé

Outil-clef du développement de notre fédéralisme, le Fonds mutualisé pour le développement est le soutien du réseau fédéral, créé par l'assemblée générale de 1987. Les fonds collectés servent à soutenir la création de fédérations, à accompagner leur développement, à soutenir une fédération existante dans une phase délicate de son histoire, à soutenir le développement des zones blanches et plus récemment à soutenir des études. Par ailleurs, l'instruction des demandes et le lien avec les fédérations et unions est assuré par le Comité Technique National (CTN). Ce comité, piloté à l'échelle nationale et composé de délégué.es du réseau, a pour objectif d'accompagner les demandes de Fonds Mutualisé. Le CTN intervient en accompagnement des demandes des fédérations locales et unions, avant la présentation de la demande aux instances de la FCSF. Les demandes soutenues au titre de l'année 2023 ainsi que la composition du Comité Technique National font l'objet également d'un rapport dédié. En 2023, une trentaine de projets ont été financés via le Fonds Mutualisé soit plus de 560 000 euros.

Accompagner la montée en compétences des acteur.ices du réseau



La FCSF accompagne les acteur.ices du réseau dans le développement ou le renforcement de leurs compétences et de leurs postures. Les actions proposées sont destinées aux bénévoles et aux salarié.es, aux fédérations et unions régionales mais aussi aux centres sociaux en lien avec la dizaine d'Organismes de Formation (OF) portés par les fédérations et unions régionales du réseau. Elles se déroulent en inter-réseaux ou spécifiquement sur un territoire à la demande d'une fédération locale.

Plusieurs entrées sont aussi proposées : une entrée métiers ou fonctions (direction, assistant.es fédérale, administrateur.ices de fédérations, etc) ou thématiques (Développement du Pouvoir d'Agir, questions sociales en Outre-Mer, etc.)

La FCSF anime et s'appuie sur 2 groupes de travail pour donner des orientations et programmer les actions : la Commission Interfédérale FOSFORA et le Groupe Inter-OF. En fin d'année 2023, une instance regroupant ces 2 groupes a été proposée pour poser les réflexions et orientations stratégiques concernant la qualification des acteur.ices du réseau.

Des formations socles pour les acteur.ices des centres sociaux y compris dans les zones blanches

Les formations réalisées en 2023 ont porté sur des formations socles à destination des acteur.ices des centres sociaux :

- L'AFNR (Adaptation aux Fonctions de Nouveaux Responsables) et la formation « De l'analyse financière au Modèle Socioéconomique » à destination des directions ;
- La FAVE (Formation collective A Visée Émancipatrice) pour se former au DPA (Développement du Pouvoir d'Agir des habitant.es) réalisée cette année en Guadeloupe ;
- Une formation pour les animateur.ices jeunesse avec la Fédération des Pays Picards.

Des formations pour les acteur.ices des fédérations

Deux tiers des formations de la FCSF s'adressent aux acteur.ices des fédérations et unions. Elles peuvent avoir un objectif très pragmatique comme l'accompagnement au renouvellement de la certification Qualiopi pour les OF du réseau. Elles peuvent aussi contribuer au renforcement du portage politique et des postures comme les séminaires interfédéraux ou la formation « Repères pour animer un réseau fédéral ». En ce qui concerne les formations spécifiques pour les bénévoles des fédérations, 2 sessions de la formation « Être administrateur.ice de fédération » ont été réalisées (une à la FCSF et une avec la FIGO à Colomiers) et ont regroupé plus de 40 stagiaires.

Les chiffres clés au total :

73 jours de formation déclinés lors de

23 actions organisées par la FCSF

regroupant **337** stagiaires

dont **99** bénévoles et **238** salarié.es

Les différentes instances pour piloter la formation

• La Commission Interfédérale FOSFORA

Les membres de la Commission Interfédérale se sont retrouvés à de nombreuses reprises (8 fois) sous différents formats pour piloter et animer les axes de la feuille de route concernant la formation des bénévoles et FOSFORA.

Cette année, quatre porteur.ses de projets ont été rencontré.es par des membres de la CIF pour instruire des demandes de financement sur la ligne mutualisée FOSFORA.

Les projets retenus ont fait l'objet d'une présentation en visio auprès des fédérations et des fiches « ressource » ont été produites pour capitaliser les outils créés et diffuser à l'ensemble du réseau. Ces fiches ressources sont disponibles sur le site de la FCSF.

- Les veillées militantes avec notre partenaire « Organisez-vous ! » ;
- Les chemins de la participation, plateforme numérique sur la participation des habitant.es, les parcours des bénévoles et la gouvernance associative proposée par l'union régionale des Pays de la Loire.

Plus d'information dans le rapport FOSFORA.

• Groupe Inter-Organismes de Formation (Inter OF)

Le Groupe Inter OF est constitué de 13 fédérations ou unions qui ont un Organisme de Formation et 12 sont aujourd'hui certifiées QUALIOPI. Ce groupe s'est réuni plusieurs fois en présentiel ou visio, notamment en petit groupe pour travailler et partager des informations sur les différentes prises en charges des OPCO, sur le financement des formations des agents de la fonction publique territoriale et sur la mise en place de formation de formateur.ices.

Ce collectif a aussi travaillé sur des sujets liés à l'activité et aux obligations des organismes de formations (Certification QUALIOPI, bilan pédagogique et financier, logiciel de gestion administrative des actions de formation, veille).

Les échanges engagés avec le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) pour développer un partenariat se sont malheureusement interrompus en 2023.

Un nouveau rendez-vous aura lieu en début d'année 2024 pour relancer ce chantier.

• Groupe stratégique Qualification

Depuis 2019, nous avons engagé collectivement la rénovation de FOSFORA et la certification QUALIOPI des OF. Ces travaux ont été menés séparément : formation des bénévoles pilotée par la CIF d'un côté et formation des professionnel.les, pilotée par le groupe

Inter OF de l'autre. A la demande de ces 2 groupes, il a été décidé de réunir les forces vives pour permettre une réflexion plus globale, plus large et plus cohérente sur la formation mais aussi d'avoir et de définir une vision et des orientations stratégiques pour la qualification, à destination de l'ensemble des acteur.ices du réseau.

Le premier séminaire organisé en octobre 2023, a été programmé à un moment où la démarche Congrès arrivait à son terme avec l'écriture du futur projet. Il est aussi intervenu à un moment où notre fédéralisme était questionné, notamment pour laisser plus de place et permettre plus d'implication pour les acteur.ices du réseau dans la conduite du projet.

Plusieurs objectifs pour ce futur groupe stratégique et qu'il faudra définir :

- Faire de la qualification un outil clé du réseau, au-delà de la réalisation du projet fédéral. La formation doit s'inscrire de façon plus transversale et se donner une ambition politique visible dans le futur projet de réseau ;
- Renforcer nos fondamentaux, nos principes d'action et notamment le travail associé bénévole / salarié.e ;
- Permettre à l'ensemble des entités du réseau de contribuer à ce travail.

Fonction Ressources et ingénierie sur nos fondamentaux

Fonction Ressources

La FCSF a diagnostiqué depuis plusieurs années un besoin fort en interne et vis-à-vis du réseau fédéral de développer davantage sa fonction ressource. Que ce soit autour des enjeux de connaissance des centres sociaux, des expériences innovantes, des fondamentaux, des recherches conduites dans le réseau : les ressources sont nombreuses.

A cet effet, nous avons développé cette fonction du local au national depuis mars 2023, avec une première priorité sur les fondamentaux en raison du contexte socio-économique. En effet, l'appui aux fédérations de centres sociaux s'inscrit pour la FCSF dans un accompagnement renforcé des enjeux relatifs à l'économie et à la gouvernance des fédérations.

Cette fonction est en travail pour être partagée et pour assurer une coordination en interne.

Durant l'année 2023, plusieurs chantiers ont fait écho à cette fonction ressource.

Modèles socio-économiques

L'année 2023 inscrit la formation sur les modèles socio-économiques (MSE) des fédérations comme formation socle après 3 parcours de form'action depuis 2020, soit un total de 24 fédérations accompagnées. Nous avons également lancé cette même année une première expérimentation à destination des centres sociaux avec l'appui de la fédération du Nord-Pas-de-Calais. Celle-ci a eu de très bons retours et nous a amené à travailler son essaimage dans le réseau pour 2024. Un premier « vademecum » des MSE des centres sociaux est en cours de capitalisation par l'ADASI et a vocation à être étoffé. L'année 2023 a également permis de travailler l'ingénierie d'un parcours dédié aux centres sociaux municipaux. Enfin, la FCSF a représenté le réseau et a participé aux travaux portés par le FONJEP sur les modèles socio-économiques dont la conception du kit Jep'Ambition et l'expérimentation des typologies de Cose Comune.

Utilité sociale

Les enjeux de l'évaluation de l'utilité sociale ont largement traversé le réseau ces dernières années, avec un travail autour de la qualification de la valeur créée par les centres sociaux et de la nécessité du sens de l'action conduite. Le contexte actuel, marqué par l'engouement autour de l'impact social, nous a amené à formaliser en 2023 un point d'étape à travers un livrable en cours de finalisation avec l'appui de l'union des Bouches-du-Rhône. Il ouvre un ensemble de possibles et vise à servir de socle à nos réflexions à travers différentes expérimentations portées par une dizaine de fédérations investies dans ce champ, pour mesurer l'impact social de l'animation globale et des projets conduits par les centres. Parallèlement, la FCSF a participé au Copil sur la recherche-évaluation

de l'Animation de la Vie Sociale avec le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques, à la diffusion des travaux de la DSER et a participé et contribué aux travaux co-portés avec la FONDA sur l'impact social et les chaînes de valeur.

Contractualisation

Un chantier sur la question de la contractualisation a été initié en juin 2023. Une première étape a été la réalisation du hors-série Juris associations, consacré aux modes de contractualisations, réalisé avec le soutien de la Fédération de l'Ain et du Fonds Mutualisé sur les lignes recherche-action. Un premier travail d'esquisse d'une feuille de route sur cet enjeu a été posé, basé notamment sur les nombreux travaux existants au sein du réseau. Une ingénierie pour établir les besoins et attentes du réseau ainsi que des pistes formatives ont été engagées en 2023.



SENACS

La fonction ressource trouve également écho dans le développement et la poursuite de la consolidation de l'observatoire national des centres sociaux SENACS, co-piloté avec la CNAF. Un COTECH est organisé tous les 2 mois, afin que l'observatoire reste en adéquation avec les actualités que rencontrent les structures et les fédérations. L'observatoire SENACS est bien identifié et sollicité en interne, par le réseau et les chercheurs.



Rendez-vous des assistant.e.s fédérales



Le rendez-vous des assistant.es fédéral.es et des métiers concernant les fonctions supports est l'occasion une fois par an d'échanger sur les pratiques, de partager les actualités et les chantiers en cours.

En 2023, une vingtaine d'assistant.es fédéral.es se sont retrouvés.es durant 3 jours, pour échanger principalement sur le métier d'assistant.e et sur la dynamique de réseau des assistant.e.s à construire.

Nous avons également pu discuter autour des évolutions de la convention Alisfa, concernant la nouvelle classification et le futur projet fédéral.

Développement dans l'Hexagone

La FCSF et les unions régionales accompagnent de belles dynamiques de développement en métropole.

En Normandie, les adhérents directs des 4 départements sans fédération ont respectivement, pour chacun de leurs territoires, mis en place des dynamiques de développement du fédéralisme.

Dans l'Eure, une association de préfiguration d'une fédération a été créée, donnant lieu à un premier temps fort autour de l'engagement, fin 2023.

Les acteur.ices de la Manche, du Calvados et de l'Orne se sont réuni.es plusieurs fois pour amorcer des réflexions autour d'une mise en réseau ainsi que le souhait de construire un projet commun de fédération.

La FCSF soutient ces dynamiques, de même qu'elle se tient aux côtés des unions régionales qui accompagnent des adhérents directs dans les zones blanches : aide à la réflexion stratégique, participations à des rencontres partenariales, rencontres avec les adhérents directs et signature de conventions partenariales.

Enfin, au vu de la diversité des situations de développement, nous avons mis en œuvre un espace de travail entre unions régionales et des zones blanches, pour se donner des éléments de repères communs en matière de développement du fédéralisme. Les membres du CTN ont été associés à cette démarche.

Partenariats privés

La FCSF anime également un réseau de partenaires privés, notamment dans le cadre des accords-cadres nationaux. Tous présents au Congrès, l'année 2023 a été propice pour réunir les partenaires autour des priorités et contextes que vivent les structures. Fin 2023, les webinaires de présentation des partenaires privés à destination du réseau ont été remis en place une fois par mois.

Essaimage, gestion et prévention des crises

A partir d'une recherche-action autour d'une approche spécifique de la gestion et de la prévention des crises dans les centres sociaux, l'année 2023 a vu le démarrage d'une mission d'essaimage de cette approche par la fédération du Rhône auprès des fédérations Nord-Pas-de-Calais, Vaucluse et Bouches-du-Rhône. Cette dynamique a fait l'objet d'une communication à l'AG 2023.

Pôle RESSOURCES INTERNES



Piloter, structurer, faire vivre la FCSF



Concernant le Pôle ressources et vie interne, l'année 2023 a été marquée par l'appui à l'organisation du Congrès, où les fonctions support de la FCSF ont joué un rôle important dans l'organisation en amont, pendant et durant les trois jours de l'événement. Côté instances, c'est la poursuite des travaux sur les mandats d'administrateurs.rices nationaux.ales et sur la parité et la diversité qui a jalonné l'année. Enfin, côté fonction employeur, les temps forts étaient la préparation de la mise en place de la nouvelle classification salariale ainsi qu'un dialogue toujours régulier et de qualité, au sein du CSE. Enfin, l'année 2023 a aussi été synonyme de nouvelle direction de Pôle !



Vie associative et statutaire

En 2023, la vie associative de la FCSF a été marquée par l'accueil d'administrateur.trices des territoires ultra-marins mais aussi par un travail important de précisions sur les rôles et missions des administrateur.rices, notamment autour du travail associé. La commission des procédures a – conformément aux statuts – assuré sa mission d'animation, de contrôle des statuts de la FCSF et du respect de leur application, notamment dans le cadre de l'assemblée générale.

Du côté de notre vie statutaire, deux grands chantiers ont animé l'année. D'une part, la poursuite des travaux du groupe parité – diversité, afin de réfléchir à la composition du conseil d'administration et de renforcer cette dynamique au sein de nos instances. D'autre part, la mise à jour du statut de bénévoles associés au CA, c'est-à-dire des personnes qui ont mandat du CA de la FCSF pour la représenter ou accompagner politiquement des chantiers (confère composition du CA).

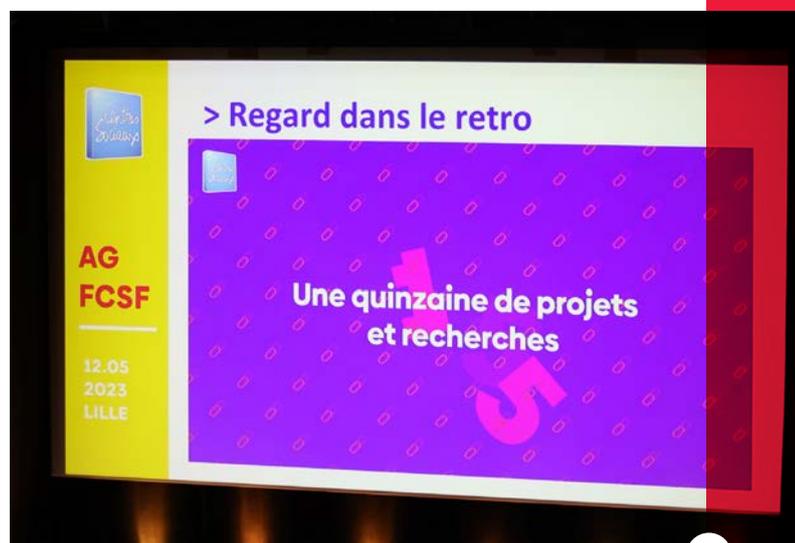
Des temps forts pour nos instances et l'équipe Montcalm

L'ensemble des réunions des instances de la FCSF représente 32 rendez-vous sur l'année. Il s'agit respectivement de 21 réunions de bureaux qui ont lieu tous les 15 jours (par alternance en visio et en présentiel) et de 11 réunions de conseils d'administration, dont 5 en présentiel en 2023. Notre vie associative est dense, de qualité et permet la pleine implication de tous et toutes.

Elle a également été marquée par un séminaire de rentrée de l'équipe de délégation générale collégiale et du bureau, suivi quelques semaines après par un séminaire de rentrée de l'équipe salariée et du conseil d'administration élu à l'AG. Des temps d'interconnaissance, de débats, de réflexions et de convivialité qui sont le ciment d'une cohésion et d'un travail associé de qualité tout au long de l'année.

A noter qu'en 2023, l'assemblée générale de la FCSF s'est déroulée dans le contexte du Congrès de Lille et a vu ainsi son format allégé pour tenir dans les horaires impartis. L'année fut aussi riche de deux séminaires inter-fédéraux : à Tours en janvier et à Bagnolet en novembre. Des formats privilégiés de vie de réseau et de débat démocratique, dans une année de construction du futur projet fédéral.

2023 fut aussi une année de deuil et de souvenir pour le conseil d'administration et l'équipe Montcalm endeuillé.es par la disparition soudaine de Didier Duboisset, qui occupait également des fonctions de vice-président de l'AURACS et de vice-président de la fédération de l'Allier.



Un pilotage financier dans une année dense

Le pilotage comptable de la FCSF est assuré par Dalila Belabbas, responsable du Pôle gestion, entourée en 2023 de Loïs Gnamba et Chahinez Ammar-Khodja (cette dernière a quitté ses fonctions en décembre 2023). Ce fut l'année comptable – a priori – la plus importante dans l'histoire de la FCSF, avec l'organisation du Congrès, la gestion du programme centres sociaux itinérants, de plusieurs subventions européennes, du développement dans les outre-mers mais aussi de l'activité plus « classique » de la FCSF. Une gestion à dimension humaine où le projet est mis au cœur des relations et du suivi, malgré les nombreuses contraintes administratives et financières.

Quatrième (et dernière !) année de mandat pour le CSE

L'année 2023 a marqué la quatrième année de fonctionnement pour le CSE, et la dernière pour ce mandat. Celui-ci est composé des deux élu.es représentant.es des salarié.es, de l'employeur et de son représentant. 2023 a été une année de changement puisqu'avec le départ de Nicolas Oberlin et d'Alain Goguy, Patrick Meillier a repris le flambeau, en tant que vice-président en charge des ressources humaines. Concernant le poste de déléguée générale en charge des RH, Isabelle Foucher a assuré l'intérim jusqu'à l'arrivée d'Eléonore Laroyenne. Le dialogue social a continué d'être constructif, dans un climat apaisé et de confiance. Cette année s'est traduite par de nombreuses réunions et plusieurs temps forts (des assemblées du personnel

avec les salarié.es, des rendez-vous de présentation du CSE, la signature de l'accord collectif forfait jour et d'une charte de la déconnexion, la préparation de la fin de mandat et de la mise en place d'un nouveau CSE, le démarrage de la démarche DUERP, une journée d'équipe et des chèques cadeaux, etc.) L'élection du renouvellement du CSE s'est donc mis en place en fin d'année 2023, avec notamment la signature d'un pré-accord électoral le 6 décembre en présence du syndicat ASSO – solidaires et la programmation de deux tours électifs. Pour garantir une meilleure organisation du scrutin et en tenant compte de l'éloignement de certain.es salarié.es, y compris dans les territoires ultra-marins, le scrutin a été réalisé de manière dématérialisée.

Nouvelle classification : préparer le passage au 1^{er} janvier 2024

Le Pôle ressource et vie interne de la FCSF a été fortement mobilisé en 2023 à la mise en place de la nouvelle classification. Des temps de formation, d'appréhension du nouvel avenant, aux temps d'information en direction de la gouvernance et des équipes salariées, l'équipe s'est employée à préparer le passage du nouvel avenant au 1^{er} janvier dans les meilleures conditions possibles. Les responsables de Pôle ont consacré un temps spécifique lors des entretiens annuels d'évaluation pour présenter à chacun.e les impacts de cette nouvelle classification sur la pesée et la rémunération. Ce travail a également été partagé avec des fédérations locales qui souhaitaient échanger sur des points d'attention, d'outillage ou de compréhension complémentaires.



Composition du conseil d'administration

(élu à l'assemblée générale du 12 mai 2023 à Lille)



Collège des associations et structures représentatives des usagers.ères

- **Annie Cellier**
Fédération des Centres Sociaux des Deux Sèvres
- **Stéphane Coudret**
Fédération des Centres Sociaux de Charente
- **Philippe Deregnacourt**
FIGO
- **Didier Duboisset**
Fédération des Centres Sociaux de l'Allier
- **Roseline Gaillou**
Association Oyack Mayouri - Guyane
- **Francisco Garcia-Canelo**
Fédération des Centres Sociaux de Seine-Saint-Denis (démission le 15/09/2023)
- **Claude Gassman**
Fédération des Centres Sociaux du Bas Rhin
- **Véronique Gréard**
Fédération des Centres Sociaux du Languedoc-Roussillon
- **Patrick Meillier**
Fédération des Centres Sociaux du Languedoc-Roussillon
- **Patrice Menard**
Fédération des Centres Sociaux des Pays Picards

- **Tarik Touahria**
Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de Paris
- **Madeleine Viaud**
Fédération des Centres Sociaux de Charente Maritime
- **Martine Wadier**
Fédération des Centres Sociaux des 2 Savoie
- **Isabelle Zeller**
Fédération des Centres Sociaux Centre-Val de Loire

Collège des professionnels.es

- **Mourad Chalal**
Fédération des Centres Sociaux de Seine-Saint-Denis
- **Mamadou Diallo**
Fédération des Centres Sociaux du Val-d'Oise
- **Vincent Divoux**
Fédération des Centres Sociaux de la Vienne
- **Ursula Skrzypczak**
Fédération des Centres Sociaux du Nord-Pas-de-Calais
- **Jean-Philippe Vanzeveren**
Centre Social de L'arbrisseau, Lille, Trésorier - Membre du Bureau
- **Ludovic Vignacourt**
Fédération des Centres Sociaux de Seine-Saint-Denis

Collège des des Institutions

- **Joé Bedier**
Centre Communal d'Action Sociale de Saint - André - Ile de la Réunion

Membres de Droit

- **Ahmed Hamadi** - CNAF, Titulaire
- **Pascal Leblond** - CNAF, Titulaire
- **Jean-Yves Delannoy** - CNAF, Suppléant
- **Dolorès Dambrin** - CNAF, Suppléante
- **Eric Desroziers**
CNAF
- **Isabelle Ouedraogo**
CCMSA, Titulaire
- **Myriam Bouzeriba**
CNAF, Consultative

Membres Associés

- **Daniel Bacles**
Union Régionale Nouvelle Aquitaine
- **Alain Calone**
Union Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- **Annie Lamballe**
Fédération des Centres Sociaux de Vendée

L'équipe salariée en 2023



Pôle partenariats influence - communication

- **Denis Tricoire**

Délégué général, directeur du pôle partenariats, communication, influence

- **Anouk Cohen**

Cheffe de projet communication réseau

- **Maïa Cordier**

Cheffe de projet influence, relations presse, numérique

- **Eglantine Nigon**

(départ en août 2023), Chargée de mission communication

- **Madeline Durand**

(arrivée en décembre 2023), Chargée de mission communication

Pôle projets

- **Isabelle Foucher**

Déléguée générale, directrice du pôle projets

- **Juliette Demoulin**

Directrice adjointe du pôle projets, déléguée nationale - territoires - droits aux vacances - jeunesse

- **Benjamin Pierron**

(départ en octobre 2023), Délégué national Congrès

- **Sophie Michelena**

Cheffe de projet International

- **Leslie Fefeu**

Chargée de mission Congrès

- **Roman Orinowski**

Chef de projet Jeunesse

- **Jérémy Louis**

Chargé de mission projet fédéral, Congrès, rapport paroles d'habitant.es

- **Magali Chastagner**

Déléguée nationale famille, enfance, co-éducation, vieillissement, numérique

- **Klervi Guiffes-Touret**

(départ en juillet 2023), Chargée de mission Centres sociaux itinérants, Congrès et projet fédéral

- **Nicolas Cailleau**

Chargé de mission droits aux vacances et service civique / coordinateur de l'administration générale (à partir de juillet 2023)

- **Capucine Aumignon**

(départ en juillet 2023) Chargée de mission Congrès, rapport paroles d'habitant.es, transition écologique et qualification

Pôle réseau

- **Hugo Barthalay**

Délégué général, coordinateur de la délégation générale collégiale, directeur du pôle réseau

- **Ayate Hebbali**

Coordinatrice réseau (Relation adhérents, Adhésion-reconnaissance, Fonds mutualisé - CTN, mémoire et histoire)

- **Yann Even**

Délégué national - coordinateur du développement

- **Jean Luc Grobois**

Délégué national - qualification des acteurs

- **Anne Fleury-Raemy**

(arrivée en mars 2023), déléguée nationale - coordinatrice ressources et ingénierie

- **Alexane Brochard**

Cheffe de projet organisation et qualité de la formation

- **Elijah Jorite**

(départ en août 2023) Assistant fédéral relations au réseau

- **Grégory Charlet**

(départ en août 2023), Chargé de mission Guyane

- **Christian Dumortier**

Chargé de mission Guadeloupe

- **Isabelle Marez**

(arrivée en avril 2023), Chargée de mission Guyane

Pôle ressources et vie interne

- **Nicolas Oberlin**

(départ en juillet 2023), Délégué général - directeur du pôle ressources et vie interne

- **Eleonore Laroyenne**

(arrivée en octobre 2023), Déléguée générale - directrice du pôle ressources et vie interne

- **Dalila Belabbas**

Responsable du pôle Gestion

- **Miguel Leite,**

Coordinateur Ressources humaines et Qualification des acteurs

- **Loïs Gnamba**

Comptable

- **Chahinez Ammar-Khodja**

(départ en décembre 2023), Comptable

- **Nathalie Barraud**

Assistante de Direction, suivi des instances, administration, PAO

- **Catherine Ongyengueleck**

Assistante fédérale, accueil, événementiel

La FCSF s'appuie également sur des personnes de notre réseau pour l'animation de missions sous la forme de mises à dispositions ou de contrats de prestations :

Pôle projet

- **Luc Roussel, Maxime Bee, Emanuelle Feldman**, chantier national Vieillesse
- **Anne Bonnefont, Salim Dhabhi et Yvan Godreau**, chantier national Numérique
- **Nour Eddine Laouer et Tatiana Noel**, chantier national Lutte contre les discriminations
- **Thierry Leger**, chantier culture
- **10 salarié.es fédéraux.les** sont par ailleurs référents territoriaux du dispositif Aides aux Projets Vacances
- **9 salarié.es fédéraux.les** sont par ailleurs référents du service civique
- **Mathieu Candas** - chantier modèles socio-économiques
- **Martine Gerville** - qualification des acteurs Mayotte
- **Maryne Dupuis-Maurin** - chantier impact social
- **François Bernard** - chantier contractualisation
- **Zohra Hamou-Lhadj, Pierrick Toussaint, Florence Mielle, Valérie Comblez, Joseph Richard-Cochet, Chrysteile Maillet** - Comité Technique National

Enfin, il faut souligner la formidable implication de l'équipe professionnelle et bénévole de la Fédération des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais et des centres du territoire dans l'organisation du Congrès. Ainsi que de l'ensemble des équipes des centres sociaux et des fédérations mobilisées dans l'animation d'ateliers, dans l'intervention ou l'animation des plénières !

Pôle réseau

- **Corinne Morelli** - chargée de mission Ile de la Réunion et Normandie
- **Joaquim Carvalho** - chargé de mission Mayotte
- **Amandine Corby** - chargée de mission Martinique

mais aussi

Organisation interne

La structuration de la FCSF en 4 pôles s'est poursuivie en 2023. Dans le cadre de cette structuration, une nouvelle fonction a été créée, celle de direction-adjointe du Pôle projets, occupée par Juliette Demoulin depuis janvier 2023.

Nouvelle fonction également au sein du Pôle ressources et vie interne, celle de chargé de mission administration générale, occupée désormais par Nicolas Cailleau, qui a rejoint ce Pôle depuis juillet 2023.

Les chiffres clés

25 salarié.es,

31 administrateur.rices

22 cadres, **3** non cadres

1 salariée en Outre Mer

100% des salarié.es en CDI

17 femmes, **8** hommes

4 arrivées, **9** départs

Âge moyen de l'équipe = 40 ans

9 formations de salarié.es





La Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France

Nos partenaires



Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement



Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative



A l'occasion du Congrès de Lille



Nord Pas de Calais